



Suivi de la conjoncture économique

**N° 142 – 1<sup>er</sup> trimestre 2010**

# Sommaire

<b>Synthèse</b> .....	<b>3</b>
<b>1- Le contexte international et national</b> .....	<b>4</b>
<b>2- La conjoncture du troisième trimestre à la Martinique</b> .....	<b>5</b>
<b>Annexes statistiques</b> .....	<b>8</b>
<b>Note méthodologique</b> .....	<b>9</b>
<b>Les secteurs d'activité</b> .....	<b>10</b>
Vue d'ensemble des secteurs .....	11
Agriculture et élevage .....	12
Le secteur agroalimentaire .....	15
Les autres industries .....	17
Le secteur du bâtiment et des travaux publics .....	19
Le secteur du commerce .....	21
Le secteur des services aux entreprises .....	23
Le secteur de l'hôtellerie et du tourisme .....	24
<b>Les entreprises</b> .....	<b>26</b>
L'investissement des entreprises .....	27
Les conditions de financement offertes aux entreprises .....	27
La vulnérabilité des entreprises .....	28
Dernières données chiffrées .....	28
<b>Les ménages</b> .....	<b>30</b>
La consommation des ménages .....	31
L'investissement des ménages .....	31
La vulnérabilité des ménages .....	32
Dernières données chiffrées .....	32
<b>Sélection d'indicateurs macroéconomiques</b> .....	<b>34</b>
Le marché de l'emploi .....	35
L'inflation .....	35
Le commerce extérieur .....	35
Dernières données chiffrées .....	36
<b>Liste des publications</b> .....	<b>37</b>

---

# *Synthèse*

---

# 1- Conjoncture internationale et nationale

## Une reprise modérée à plusieurs vitesses

Au premier trimestre 2010, la reprise économique s'est poursuivie mais à des allures différentes, timidement dans beaucoup de pays avancés et vigoureusement dans la plupart des pays émergents. Les tensions inflationnistes mondiales sont restées faibles en raison d'importantes capacités de production inutilisées, tandis que les prix des matières premières continuent de progresser.

Les Etats-Unis continuent de s'inscrire sur une trajectoire de reprise. Le PIB en volume a progressé au premier trimestre de 3,2 %, après 5,6 % en rythme annualisé<sup>1</sup> au quatrième trimestre 2009. Le regain de la consommation finale des ménages a notamment permis de compenser les effets négatifs de la baisse des dépenses publiques et d'une moindre progression des exportations relativement aux importations. Les caractéristiques du marché de l'emploi montrent qu'il s'agirait d'une reprise sans emploi (taux de chômage toujours proche de 10 %, recours aux pratiques d'emplois à flux tendus, changements économiques structurels). Le taux d'inflation est de 2,3 % en glissement annuel en mars. La Réserve Fédérale a continué de maintenir ses taux d'intérêt directeurs dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25 %.

Au Japon, l'amélioration de la situation économique s'est poursuivie avec d'une part, la consolidation de la confiance des chefs d'entreprise et d'autre part, une reprise des exportations dans le secteur manufacturier. Les prix à la consommation ont de nouveau été en recul à -1,1 % en mars.

Au Royaume-Uni l'amélioration progressive de la situation économique s'est poursuivie avec une croissance du PIB en volume à 0,2 % en rythme trimestriel après 0,4 % au quatrième trimestre. L'inflation s'est de nouveau accélérée, s'établissant à 3,4 % en mars.

La zone euro enregistre une progression modérée de son PIB en volume à 0,2 % au premier trimestre après 0 % au quatrième trimestre 2009. La production industrielle poursuit sa reprise et progresse de 1,3 % en mars 2010 sur un mois et de 6,9 % sur un an. La hausse annuelle de l'IPCH dans la zone euro s'est établie à 1,5 % en avril 2010, du fait notamment des tensions à la hausse sur les prix de l'énergie. Le taux de chômage dans l'UE27 s'est accru pour atteindre 9,6 % au premier trimestre après 9,4 % au dernier trimestre 2009. La BCE a laissé inchangé le taux d'intérêt de ses opérations principales de refinancement à 1 %.

En France, le PIB décélère au premier trimestre à 0,1 % après 0,5 % au trimestre précédent. La consommation des ménages, stable sur le trimestre (0 % après 0,9 %), et la nouvelle diminution de l'investissement, ont contribué négativement à la croissance. A la différence du dernier trimestre 2009, la contribution du solde extérieur a été positive avec une accélération des exportations et une décélération des importations. La production a légèrement ralenti (0,2 % après 0,6 %) notamment du fait du fléchissement de la production de biens d'équipement. Le taux de chômage s'établit à 10,1 % au premier trimestre après 10 % au dernier trimestre 2009. L'indice des prix à la consommation a progressé de 1,7 % sur un an en avril, lié principalement à une nouvelle hausse des prix de l'énergie.

La reprise dans la plupart des pays émergents a été relativement plus vigoureuse, du fait notamment d'un regain de leurs exportations plus important que prévu, conjugué au renforcement de leur demande intérieure. La Chine a enregistré une croissance de 11,9 %<sup>2</sup> soit la plus forte enregistrée depuis le dernier trimestre 2007. Dans les pays d'Amérique latine la production industrielle a progressé à des rythmes soutenus (18,4 % au Brésil, 11,0 % en Argentine), et les taux d'inflation sont restés élevés (9,7 % en Argentine, 5 % au Mexique).

<sup>1</sup> Soit en rythme trimestriel, 1,4 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2009 et 0,8 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2010.

<sup>2</sup> Soit 2,85 % en rythme trimestriel.

## 2- La conjoncture économique à la Martinique

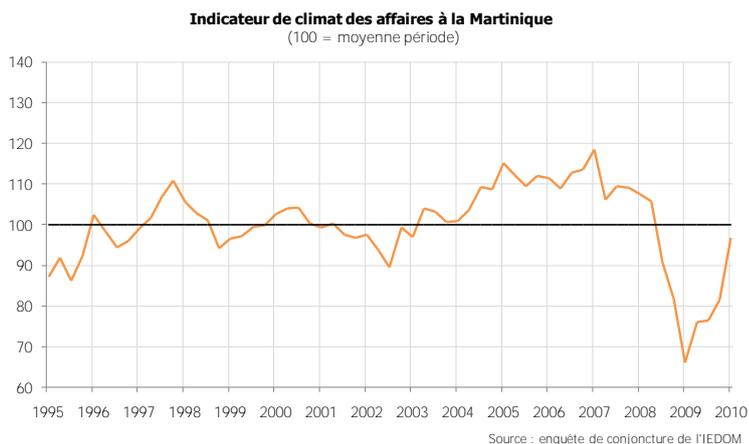
### L'économie martiniquaise a amorcé un rebond<sup>3</sup>.

Le premier trimestre 2010 s'est caractérisé par un assainissement de l'environnement économique. L'enquête de conjoncture témoigne d'une reprise de l'activité par rapport au quatrième trimestre 2009, qui reste cependant à un niveau encore inférieur à celui observé avant la crise. L'indicateur de climat des affaires (ICA)<sup>4</sup> est en hausse de 15,2 points au premier trimestre, se rapprochant de sa moyenne de longue période. Cette évolution illustre une orientation plus favorable de l'activité selon les chefs d'entreprise.

Pour autant, la conjoncture reste fragile : la reprise de l'investissement est encore timide, avec une situation du BTP toujours difficile et un secteur touristique qui souffre d'une fréquentation insuffisante par rapport aux années précédentes. La commande publique tarde à redémarrer, pénalisée par la situation financière des collectivités.

L'évolution de la consommation des ménages est contrastée. L'activité de la grande distribution a retrouvé le même niveau qu'au premier trimestre 2008, alors que parallèlement les ventes de véhicules automobiles et les crédits à la consommation sont orientés à la baisse.

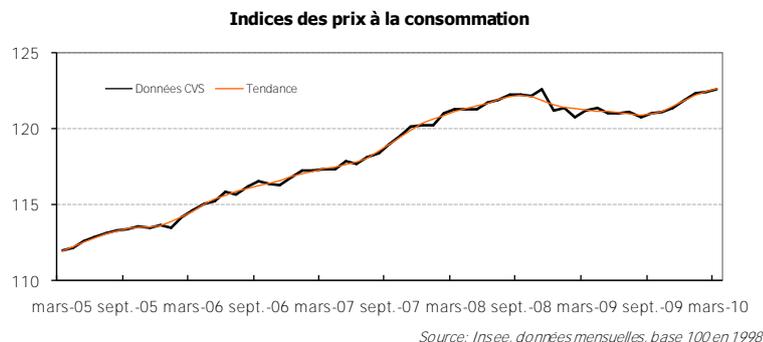
Le courant d'affaires devrait rester mitigé au second trimestre. Seuls les secteurs agricole et agro-alimentaire anticipent une franche reprise de l'activité.



### L'inflation reste modérée.

A fin mars 2010, l'indice des prix à la consommation enregistre une hausse trimestrielle de 0,6 % contre + 0,3 % au trimestre précédent. Cette accélération tient à la hausse des prix de l'énergie sur la période (+ 3,3 %). Les prix des services et des produits manufacturés progressent respectivement de 0,8 % et 0,3 %, alors que les prix de l'alimentation s'inscrivent en baisse de 0,9 %.

Sur un an, la hausse des prix atteint +1,1 %. Cette évolution est portée par la hausse des prix de l'énergie (+8,2 %) et des services (+1,0 %). Elle reste mesurée par rapport à celle de la France métropolitaine (+1,6 %) et de la Guadeloupe (+2,1 %) mais est supérieure à celle enregistrée à la Réunion (+0,8 %) et en Guyane (+0,1 %).



### La situation de l'emploi s'améliore mais des tensions persistent.

La reprise de l'activité s'est traduite par une diminution du nombre de demandeurs d'emploi. A fin mars, le nombre de DEFM A inscrits au Pôle Emploi s'établit à 39 314 personnes, en baisse de 0,5 % sur un trimestre (+ 8,2 % sur un an). Le chômage se maintient toutefois à un niveau structurellement élevé, les personnes à la recherche d'un emploi représentent 23,9 % de la population active. Selon l'enquête des besoins en main d'œuvre de Pôle Emploi, près d'une entreprise sur cinq<sup>5</sup> prévoit de recruter en 2010, les secteurs des services et de l'agro-alimentaire étant les plus demandeurs.

<sup>3</sup> Achevé de rédiger le 28 mai 2010.

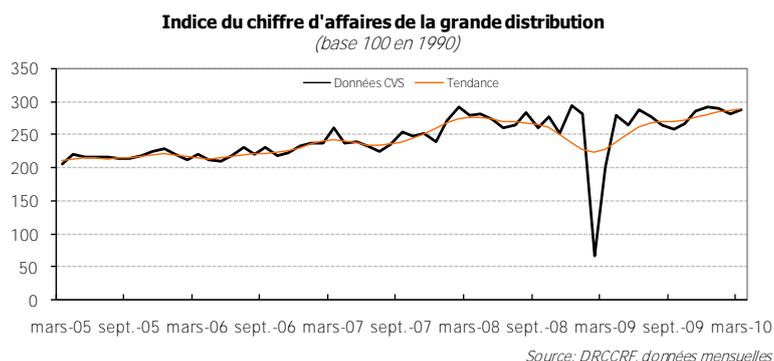
Nota Bene: En raison du mouvement social de février 2009, certaines évolutions en glissement annuel peuvent paraître erratiques. L'analyse est alors effectuée par rapport à la même période de 2008.

<sup>4</sup> Les résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture réalisée auprès des entreprises permettent d'élaborer un indicateur de climat des affaires (ICA). Cet indicateur permet d'améliorer la lisibilité du bulletin de conjoncture économique en synthétisant l'ensemble des composantes passées et futures contenues dans les différents soldes d'opinion.

<sup>5</sup> 19 % des entreprises interrogées prévoient de recruter en 2010 (19,7 % en France, 19,9 % en Guadeloupe et 33,7 % en Guyane) selon Pôle Emploi.

## Consommation des ménages : retour à un niveau proche de 2008, sauf pour le commerce automobile

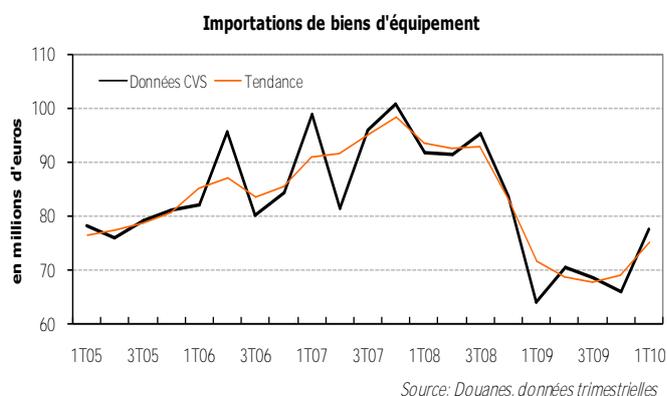
La consommation des ménages reste mitigée. **L'activité du secteur du commerce se situe à un niveau proche de sa moyenne de longue période alors que l'indice du chiffre d'affaires de la grande distribution tend à retrouver un niveau comparable à celui du premier trimestre 2008 (+1,2 %).** Le commerce automobile est toutefois mal orienté : les immatriculations de véhicules particuliers sont en repli de 38,1 % par rapport au dernier trimestre 2009 (-37,1 % par rapport au premier trimestre 2008) **et l'encours bancaire des crédits à la consommation, souvent destinés à l'achat d'automobiles, s'est contracté de 1,2 % au premier trimestre 2010.**



## Quelques signes d'une reprise conjoncturelle de l'investissement

L'investissement connaît une reprise au premier trimestre. Les importations de biens d'équipement progressent de 17 % par rapport au quatrième trimestre 2009 (en cvs).

Toutefois, par rapport à la même période de 2008, les indicateurs sont encore en retrait (- 17 % pour les importations des biens d'équipement et -46,4 % pour les véhicules utilitaires).



L'encours des crédits d'investissement évolue encore faiblement (+ 1,9 % sur le trimestre ; + 0,6 % sur un an), contrastant avec les fortes progressions des années précédentes (+ 19,7 % en 2008). Les indicateurs de vulnérabilité indiquent un assainissement de la situation des entreprises. Le nombre d'impayés sur effets de commerce se réduit de 45,1 % sur un an, au premier trimestre.

Selon les chefs d'entreprise, le repli des prévisions d'investissement s'est atténué au premier trimestre. Les secteurs de l'agroalimentaire et du commerce bénéficient de prévisions plus favorables, après l'atonie des trimestres précédents. Ce dernier secteur, en restructuration d'enseignes<sup>6</sup>, est soutenu par la meilleure orientation de la consommation.

Concernant les autres acteurs économiques, l'investissement des ménages est toujours ralenti, l'encours des crédits à l'habitat ne progressant que de 1 % au premier trimestre. La commande publique est, pour sa part, pénalisée par la situation financière des collectivités locales (les recettes d'octroi de mer reculent de 11,7 % par rapport au premier trimestre 2008 en liaison avec la baisse des importations).

## Des exportations mieux orientées

Les échanges commerciaux suivent une tendance contrastée. Les importations sont quasiment stables par rapport au trimestre précédent (-0,4 %). Pour autant, elles restent inférieures de 8,9 % à celles du 1<sup>er</sup> trimestre 2008. En revanche, les exportations (+4,6 % sur le trimestre ; +5,1 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2008) bénéficient de la bonne orientation des exportations des produits agricoles qui atteignent des niveaux supérieurs à ceux enregistrés avant le passage du cyclone Dean.

<sup>6</sup> Plusieurs changements d'enseigne sont en cours dans le secteur de la grande distribution en Martinique.

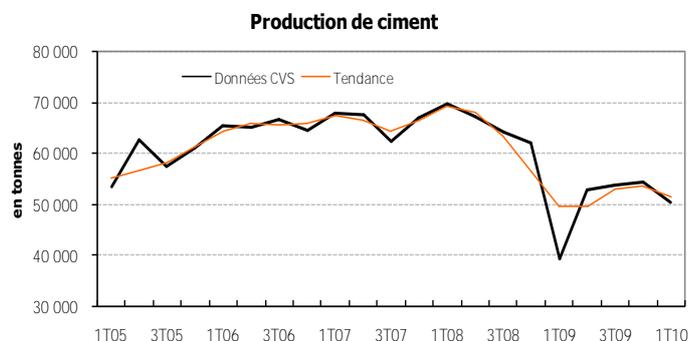
## Une conjoncture plus favorable pour la plupart des secteurs

A fin mars 2010, l'enquête trimestrielle de conjoncture indique une légère augmentation du courant d'affaires des entreprises. En dépit d'un niveau de charges élevé et de délais de paiement dégradés, les entreprises tendent à améliorer leur position de trésorerie. Ce regain d'activité n'est toutefois pas suffisant pour permettre une reprise significative des investissements et des recrutements.

Après deux années de repli, le secteur du **BTP** enregistre un léger regain d'activité au premier trimestre, qui devrait être temporaire selon les prévisions des chefs d'entreprises pour le second trimestre.

Au demeurant, hormis l'ouvrage de la Pointe Simon et les travaux de modernisation des infrastructures EDF à Bellefontaine, peu de nouveaux chantiers ont vu le jour dans le département.

Les ventes de ciments continuent de se contracter, soit - 7,0 % par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009 (en CVS) et -28,3 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2008. Les attestations de conformité électrique se replient de 44 % par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2008.



Dans le secteur du **tourisme**, la haute saison aura été plus favorable qu'en 2009. Au premier trimestre, le nombre de passagers à l'aéroport Aimé Césaire est en hausse de +11,8 % par rapport au premier trimestre 2009, mais encore en baisse par rapport à 2008 (- 4,6 %). Le nombre de croisiéristes s'est nettement amélioré par rapport à 2008 (+33,5 %), mais le taux d'occupation des hôtels<sup>7</sup> s'établit à 64,4 % au premier trimestre 2010, à rapprocher d'un taux de 70 % en 2008 et de 81 % en 2007. Le secteur est ainsi toujours pénalisé par de fortes tensions de trésorerie qui obèrent ses capacités d'investissement.

L'activité des **services aux entreprises**, dépendante du redémarrage des autres secteurs, retrouve un niveau proche de la moyenne de longue période. La réduction des délais de paiement conduit à une amélioration des trésoreries. Les chefs d'entreprises n'envisagent toutefois pas de nouveaux investissements.

L'**industrie agro-alimentaire** bénéficie d'une amélioration de son courant d'affaires au premier trimestre 2010, en lien avec la consommation des ménages pendant la période festive de début d'année et la sécheresse qui a été favorable au secteur des boissons. La campagne sucrière a toutefois été perturbée par le manque d'eau en début d'année.

Le **secteur primaire** enregistre un courant d'affaires favorable. Les exportations de produits agricoles affichent de bons niveaux, en lien avec le redressement de la filière banane. Selon les données de l'association interprofessionnelle des fruits et légumes frais (FEL), le tonnage de bananes martiniquaises arrivées au sein de l'Union européenne progresse de 36,1% sur un an. En revanche, le prix de la banane martiniquaise diminue de 20,4 % entre mars 2009 et mars 2010 pour s'établir à 0,78 euro le kilogramme. Au niveau des abattages, la production de viande locale progresse de 18,9 % par rapport à fin mars 2009.

<sup>7</sup> Source : Club des professionnels du séjour en Martinique.

## Le dispositif de médiation du crédit et le Plan de relance de l'économie martiniquaise

Le plan de financement de l'économie défini par le Gouvernement le 2 octobre 2008 répond à deux enjeux pour les banques : leur fournir de la liquidité à moyen terme tout en offrant un guichet en capital pour renforcer leurs fonds propres.

Les contreparties demandées aux institutions financières accédant à ces ressources portent notamment sur le soutien à l'activité et aux PME et TPE :

- les banques s'engagent à augmenter de 3 à 4 % le montant total des crédits accordés ;
- l'Etat s'assurera que les banques jouent pleinement le jeu du financement de l'économie, en veillant à ce que les flux de crédit aux PME et aux TPE soient publiés mensuellement et en mettant en œuvre un dispositif de **médiation du crédit**.

Ce dispositif est opérationnel depuis le 14 novembre 2008; il vise les entreprises confrontées à des difficultés pour accéder au crédit et qui n'ont pu trouver de solution avec les banques et avec Oséo. Le site [www.mediateurducredit.fr](http://www.mediateurducredit.fr) fournit les informations pratiques sur la démarche de présentation d'un dossier.

Sous l'égide des Préfets et des Trésoriers payeurs généraux, la médiation du crédit est conduite par les médiateurs départementaux qui sont, dans l'hexagone, les directeurs des succursales de la Banque de France et, dans l'Outre-mer, les directeurs des agences de l'IEDOM et de l'IEOM.

Pour toute information complémentaire : [www.mediateurducredit.fr](http://www.mediateurducredit.fr) ou 0 800 008 112.

Par ailleurs, le site Internet de la Préfecture détaille le Plan de relance de l'économie martiniquaise <http://www.martinique.pref.gouv.fr/plan-relance/index.html>. Ce plan s'inscrit dans le cadre du Plan de relance de l'économie française, doté de 26 milliards d'euros répartis sur deux ans. En Martinique, il est destiné à favoriser la reprise des investissements des entreprises, la médiation du crédit s'inscrivant dans ce cadre plus général. La plateforme d'intervention en faveur des entreprises comporte cinq volets qui ciblent les difficultés liées aux obligations sociales, fiscales et douanières, au financement des investissements et à la baisse d'activité généralisée.

**Au 27 mai 2010 et depuis l'entrée en vigueur du dispositif de médiation, 122 dossiers ont été déposés. Sur les 79 dossiers recevables, 30 dossiers ont été clôturés après un succès de la médiation et 24 sont en échec. Le taux de médiation réussie en Martinique s'établit ainsi à 56 %.**

---

# ***Annexes statistiques***

---

## Note méthodologique

Pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel, l'IEDOM utilise :

- Des données économiques quantitatives issues de sources administratives (INSEE, Douanes, etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur).
- Des données monétaires issues des déclarations des établissements de crédits traitées par l'IEDOM,
- Les résultats de l'enquête de conjoncture que l'iedom réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprise de la région.

Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions sont présentés dans les pages qui suivent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

### Méthode de l'enquête de conjoncture

La majorité des questions de l'enquête de conjoncture sont qualitatives et à trois modalités (les modalités de réponses étant de la forme : "amélioration", " stabilité " ou " dégradation"). Les réponses à ce type de question sont exploitées sous la forme d'un solde d'opinions, qui représente la différence entre le pourcentage de réponses positives ("amélioration") et le pourcentage de réponses négatives ("dégradation"). Plus précisément, pour chaque secteur, les soldes d'opinions sont estimés à partir des réponses individuelles pondérées par l'effectif des entreprises répondantes. Pour le calcul de la vue d'ensemble, les résultats de chaque secteur sont agrégés en tenant compte de leur poids respectif dans l'économie en terme d'emploi.

Le traitement de l'enquête de conjoncture a été révisé en 2007 afin de mieux appréhender l'évolution de l'économie. Ainsi, deux critères sont dorénavant utilisées pour classer les entreprises interrogées : leur secteur d'activité et leur taille (en terme d'effectifs salariés) contre un seul auparavant (secteur d'activité). Cela permet dans le traitement des soldes d'opinion de donner aux opinions exprimées par les chefs de petites entreprises un poids proportionnel à l'importance de cette population d'entreprises en termes d'effectifs. En effet, la pondération par les effectifs dépend à la fois du secteur mais aussi de la classe de taille.

Dans le cadre de l'amélioration de l'information conjoncturelle diffusée sur les économies d'outre-mer, l'IEDOM a élaboré un indicateur synthétique du climat des affaires, suivant la méthodologie appliquée par la Banque de France pour l'analyse de la conjoncture de l'industrie en métropole, mais en l'étendant à l'ensemble des grands secteurs d'activité. Cet indicateur est établi à partir des résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture au moyen d'une analyse en composante principale, afin de résumer le maximum de l'information contenue dans chacune des questions de l'enquête de conjoncture. Il est centré sur sa moyenne de longue période (normé à 100, avec un écart-type de 10), afin de faciliter sa lecture. L'indicateur du climat des affaires s'interprète de la manière suivante : plus il est élevé, plus les chefs d'entreprise évaluent favorablement la conjoncture. Un niveau supérieur à 100 signifie que l'opinion des dirigeants d'entreprises interrogés sur la conjoncture est supérieure à la moyenne sur longue période.

### Avertissement : interprétation des soldes d'opinions

Les soldes d'opinions doivent être interprétés en évolution. En effet, un solde négatif à la réponse sur l'activité passée (c'est-à-dire, si le nombre des chefs d'entreprises qui répondent que leur activité s'est dégradée est supérieur à ceux qui répondent que leur activité s'est améliorée) ne signifie pas nécessairement que l'activité a diminué. Elle peut très bien être en augmentation si le nombre de chefs d'entreprises qui répondent négativement est en diminution par rapport au trimestre précédent. Chaque réponse ne prend donc sa pleine signification que rapprochée de celles qui ont été faites aux enquêtes précédentes. De la même façon, les présentations font référence à la moyenne de longue période. Les chefs d'entreprises fournissent des réponses qualitatives, c'est-à-dire partiellement subjectives. Or ces derniers sont de nature plus ou moins optimistes de sorte que les enquêtes selon les secteurs peuvent présenter des « biais » introduits par un excès d'optimisme ou de prudence. La référence à une moyenne de longue période en complément d'une analyse en évolution permet de tenir compte de ce « biais » dans l'interprétation des réponses.

---

***Les secteurs d'activité***

-

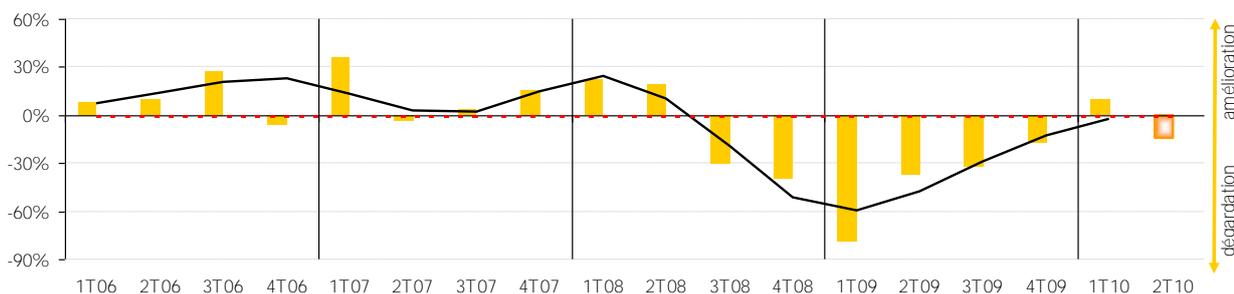
***Résultats de l'enquête de  
conjoncture de l'Iedom  
et données quantitatives***

---

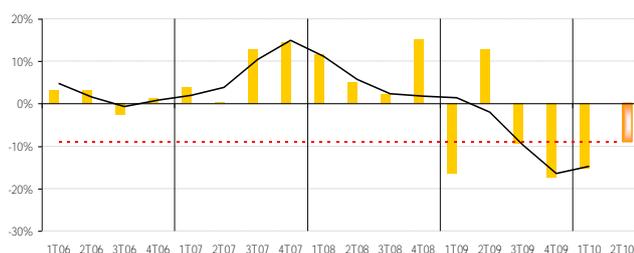
# VUE D'ENSEMBLE DES SECTEURS

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 123 entreprises employant au total 6 798 salariés

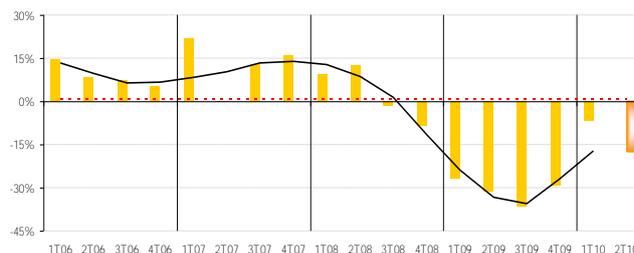
## ACTIVITE



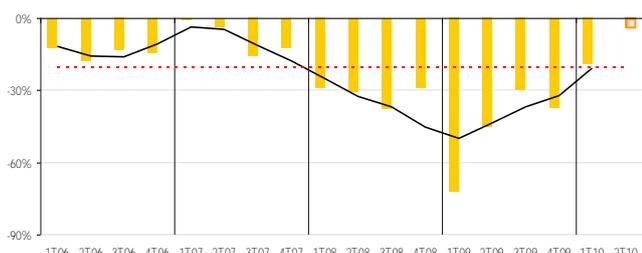
## CHARGES



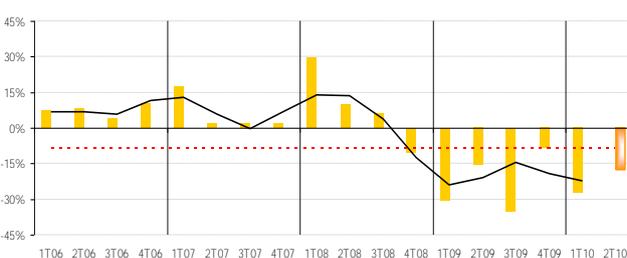
## TRESORERIE



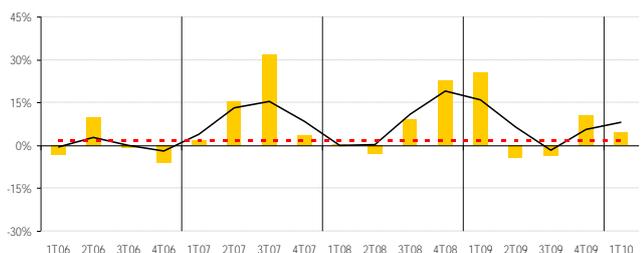
## EFFECTIFS



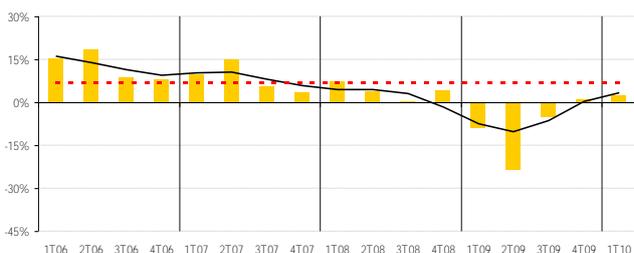
## PRIX DE VENTE



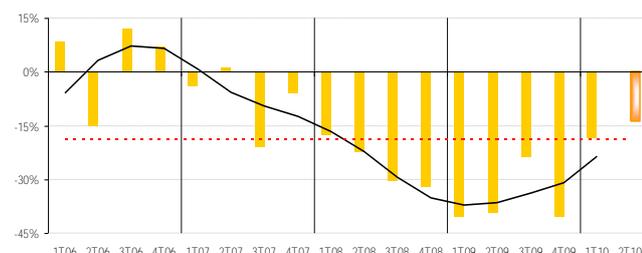
## STOCKS DE MATIERES PREMIERES



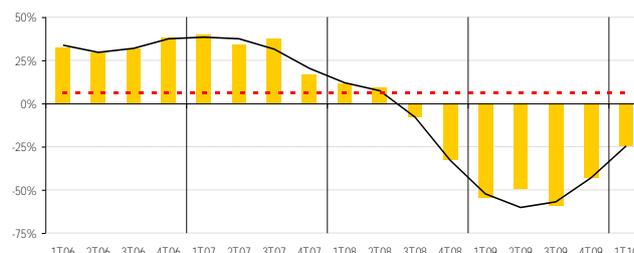
## STOCKS DE PRODUITS FINIS



## DELAIS DE PAIEMENT

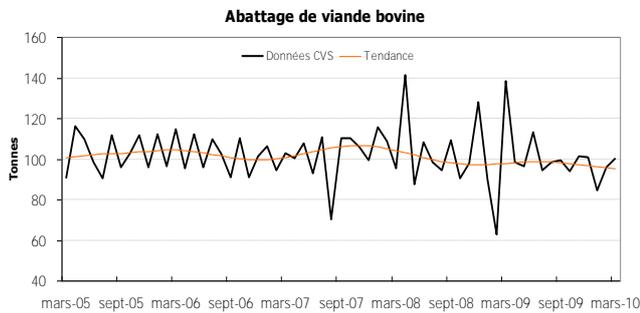


## PREVISIONS D'INVESTISSEMENT

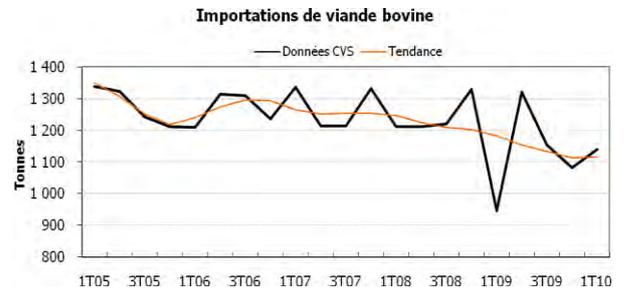


■ Indicateur passé    ■ Indicateur prévu    — Tendence de l'indicateur    - - - Moyenne de long période

## La filière bovine

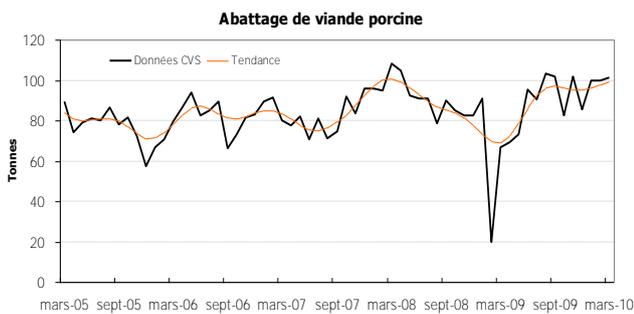


Source : Abattoir départemental, données mensuelles

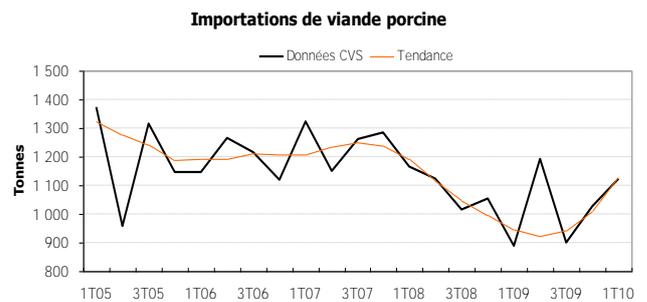


Source : Douanes, données trimestrielles

## La filière porcine

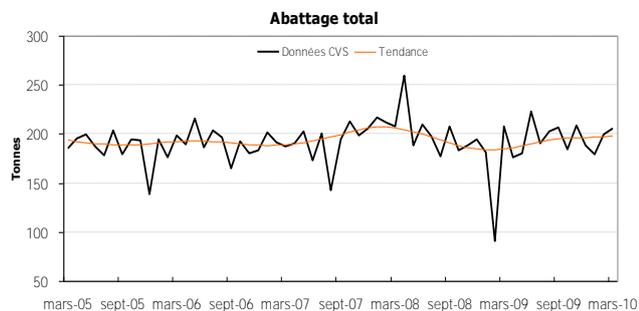


Source : Abattoir départemental, données mensuelles

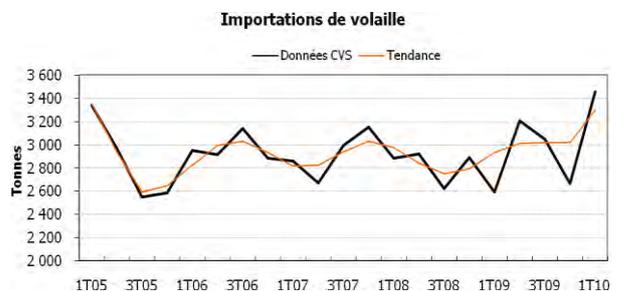


Source : Douanes, données trimestrielles

## La production locale de viande – la filière avicole



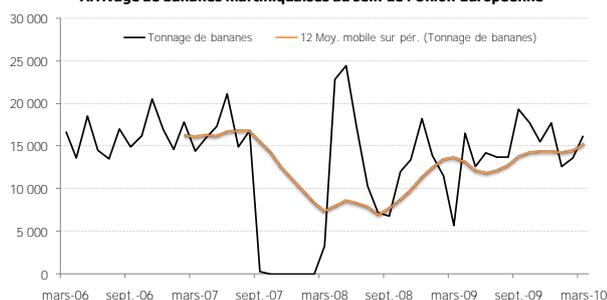
Source : Abattoir départemental, données mensuelles



Source : Douanes, données trimestrielles

## La filière banane

Arrivage de bananes martiniquaises au sein de l'Union Européenne



Source : Fel Hebdo, données mensuelles

Prix moyen mensuel wagon-départ du Kg de bananes\*

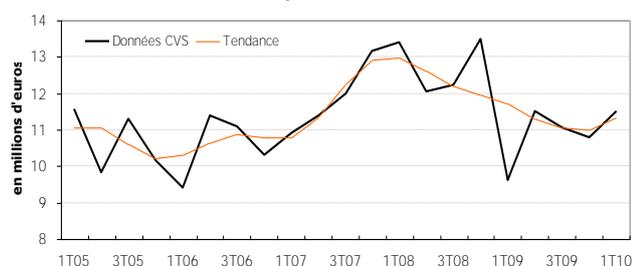


Source : Fruits et Légumes Hebdo, données mensuelles

\* A la suite du cyclone Dean (17 août 2007), la production et les expéditions de banane ont connu un coup d'arrêt qui s'est prolongé jusqu'au premier trimestre 2008.

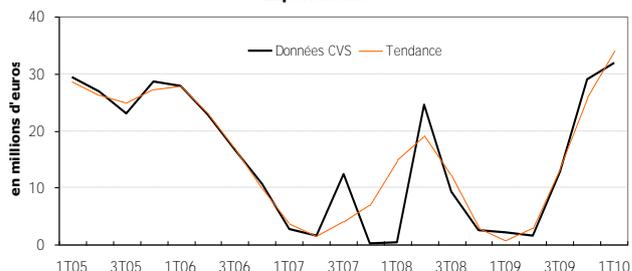
## Les produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche

Importations



Source : Douanes, données trimestrielles

Exportations



Source : Douanes, données trimestrielles

## Dernières données chiffrées

Abattage en tonnes	Mars. 2006	Mars. 2007	Mars. 2008	Mars. 2009	Déc. 2009	Janv. 2010	Fév. 2010	Mars. 2010	Cumul 2010	Mars.2010 Mars.2009	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Bovins	114,9	103,5	96,6	140,5	66,3	87,9	86,6	101,6	276,0	-27,7 %	-5,4 %
Porcins	72,9	74,8	101,6	62,8	231,3	59,9	64,1	95,3	219,3	51,6 %	68,3 %
Total*	193,1	184,7	206,0	207,4	311,8	151,8	155,5	206,4	513,7	-0,5 %	18,9 %

Source : Abattoir départemental - données mensuelles

\* Bovins, Porcins, Ovins, Caprins et Equins

<b>Importations</b> <i>en tonnes</i>	<b>1T06</b>	<b>1T07</b>	<b>1T08</b>	<b>1T09</b>	<b>2T09</b>	<b>3T09</b>	<b>4T09</b>	<b>1T10</b>	<b>Cumul 2010</b>	$\frac{1T10}{1T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Bovins	1 221,9	1 351,4	1 224,3	956,3	1 284,2	1 146,7	1 105,3	1 156,3	1 156,3	20,9 %	20,9 %
Porcins	985,5	1 121,4	976,5	734,3	1 173,8	806,4	1 333,0	921,6	921,6	25,5 %	25,5 %
Volailles	3 018,4	2 909,8	2 925,4	2 617,6	3 096,9	3 000,6	2 775,2	3 474,0	3 474,0	32,7 %	32,7 %

Source : Douanes - données trimestrielles

### Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche (en millions d'€)

	<b>1T06</b>	<b>1T07</b>	<b>1T08</b>	<b>1T09</b>	<b>2T09</b>	<b>3T09</b>	<b>4T09</b>	<b>1T10</b>	<b>Cumul 2010</b>	$\frac{1T10}{1T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Exportations	22,2	2,2	0,2	1,7	2,1	14,1	24,3	24,9	24,9	ns	ns
Importations	8,9	10,2	12,6	9,0	11,8	10,7	11,5	10,8	10,8	20,1 %	20,1 %

Source : Douanes - données trimestrielles

<i>en milliers de tonnes</i>	<b>Mars. 2006</b>	<b>Mars. 2007</b>	<b>Mars. 2008</b>	<b>Mars. 2009</b>	<b>Déc. 2009</b>	<b>Janv. 2010</b>	<b>Fév. 2010</b>	<b>Mars. 2010</b>	<b>Cumul 2010</b>	$\frac{Mars.2010}{Mars.2009}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
<b>Arrivages de Bananes dans l'UE</b>	16,7	14,4	3,3	5,7	17,8	12,6	13,6	16,2	42,4	ns	36,1 %

Source : DRCCRF - données mensuelles

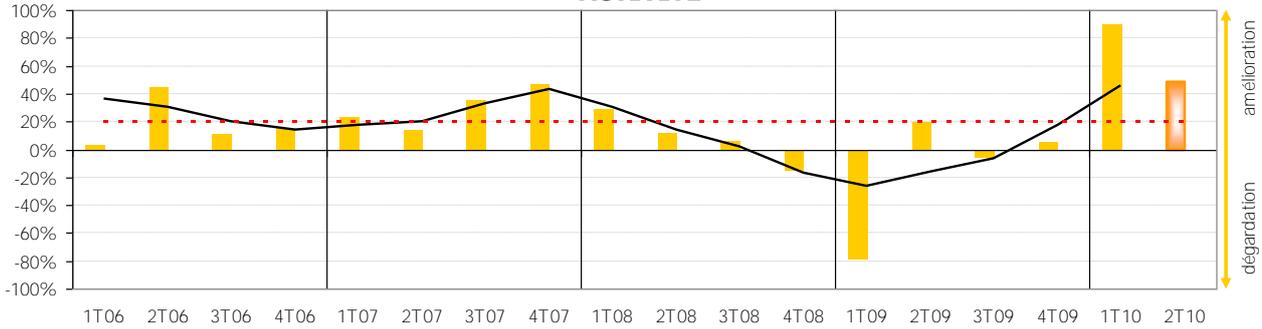
	<b>Mars. 2006</b>	<b>Mars. 2007</b>	<b>Mars. 2008</b>	<b>Mars. 2009</b>	<b>Déc. 2009</b>	<b>Janv. 2010</b>	<b>Fév. 2010</b>	<b>Mars. 2010</b>	$\frac{Mars.2010}{Mars.2009}$
<b>Prix moyen du kg de banane</b>	0,71 €	0,56 €	0,88 €	0,98 €	0,54 €	0,54 €	0,61 €	0,78 €	-20,4 %

Source : Fruits et Légumes Hebdo – données mensuelles

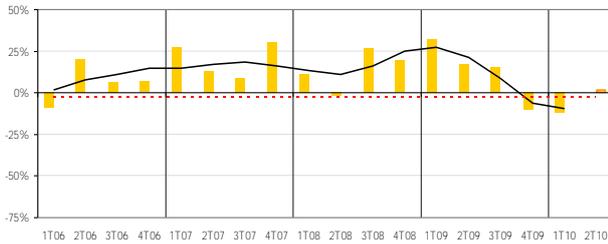
# SECTEUR AGROALIMENTAIRE

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 17 entreprises du secteur agroalimentaire employant au total 821 salariés.

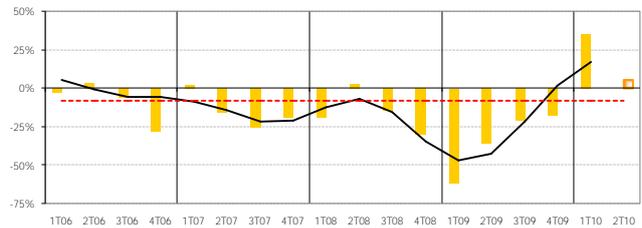
## ACTIVITE



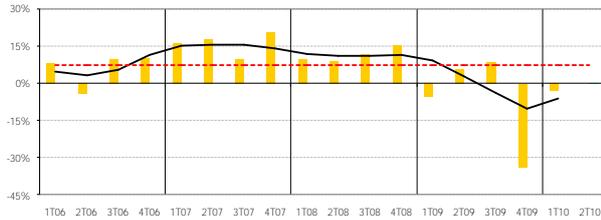
## CHARGES



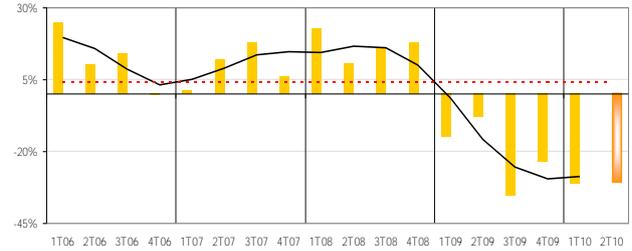
## TRESORERIE



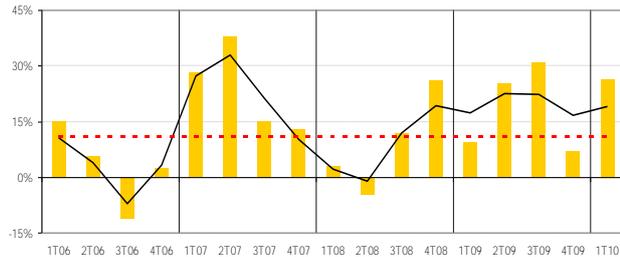
## EFFECTIFS



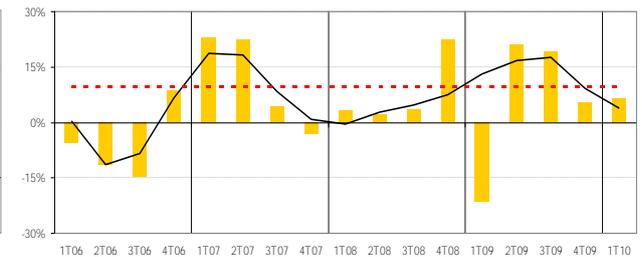
## PRIX DE VENTE



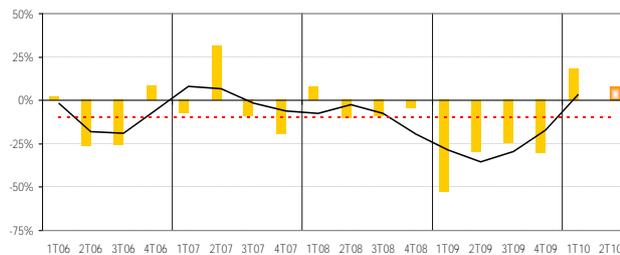
## STOCKS DE MATIERES PREMIERES



## STOCKS DE PRODUITS FINIS



## DELAIS DE PAIEMENT



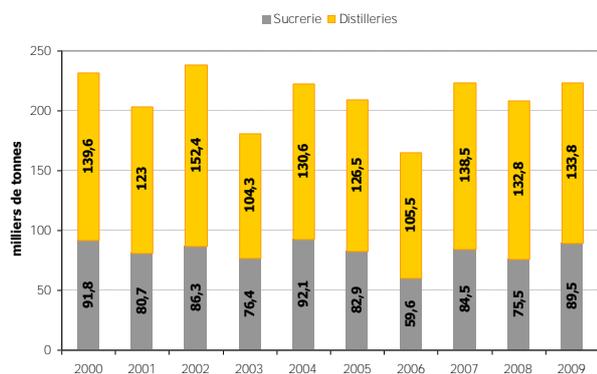
## PREVISIONS D'INVESTISSEMENT



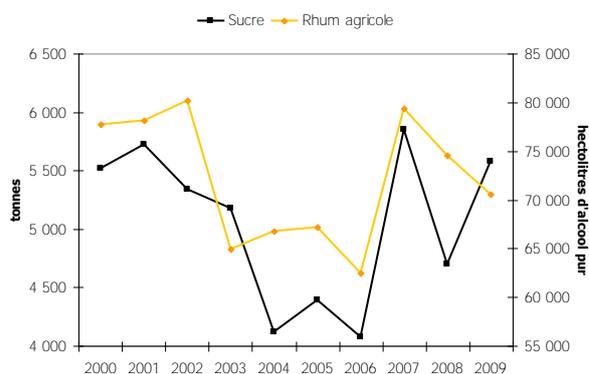
■ Indicateur passé   ■ Indicateur prévu   — Tendance de l'indicateur   - - - Moyenne de longue période

## La filière rhum

### Cannes broyées



### Production de sucre et de rhum agricole



Source : Centre technique de la canne et du sucre, données annuelles

## Dernières données chiffrées

Cannes broyées <i>en milliers de tonnes</i>	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	$\frac{\sum 2009^*}{\sum 2008}$
Sucrierie	91,8	80,7	86,3	76,4	92,1	82,9	59,6	84,5	75,5	89,5	18,5%
Distilleries	139,6	123,0	152,4	104,3	130,6	126,5	105,5	138,5	132,8	133,8	0,8%
Total	231,4	203,7	238,7	180,7	222,7	209,2	165,1	223,0	208,3	223,3	7,2%

Source : Centre Technique de la Canne et du Sucre  
\* données à fin juin 2009

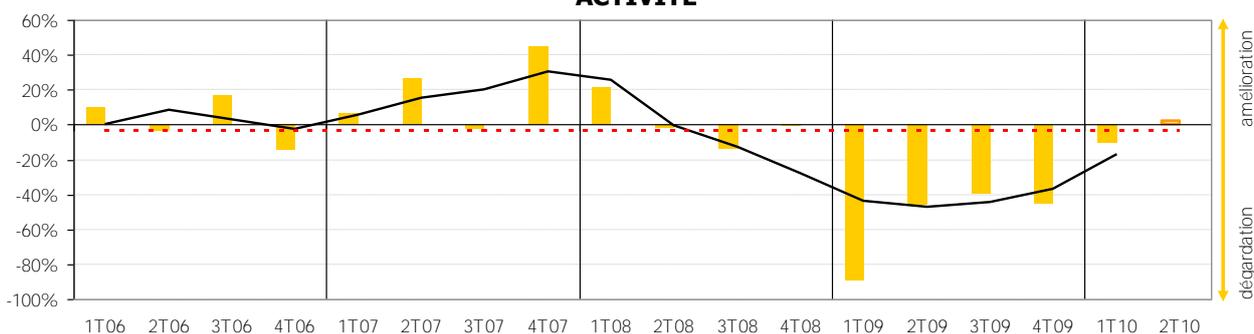
Production	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	$\frac{\sum 2009^*}{\sum 2008}$
Sucre <i>(en milliers de tonnes)</i>	5,5	5,7	5,3	5,2	4,1	4,4	4,1	5,8	4,7	5,6	18,8%
Rhum agricole <i>(en milliers d'HAP)</i>	77,7	78,2	80,2	65,0	66,8	67,2	62,5	79,4	74,5	70,6	-5,3%

Source : Centre Technique de la Canne et du Sucre

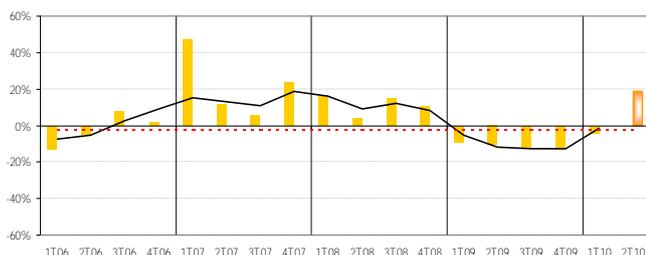
# SECTEUR AUTRES INDUSTRIES

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 28 entreprises du secteur employant au total 1 046 salariés.

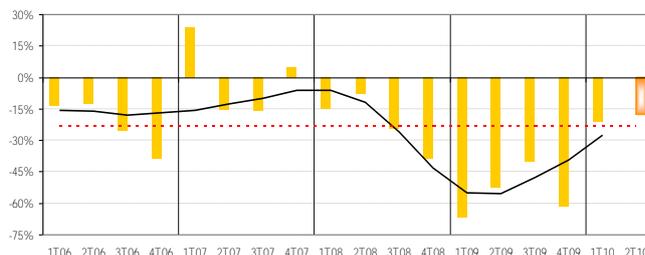
## ACTIVITE



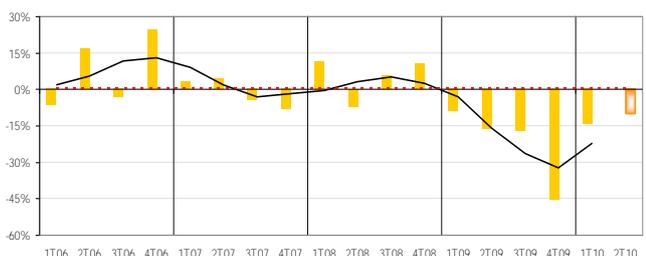
## CHARGES



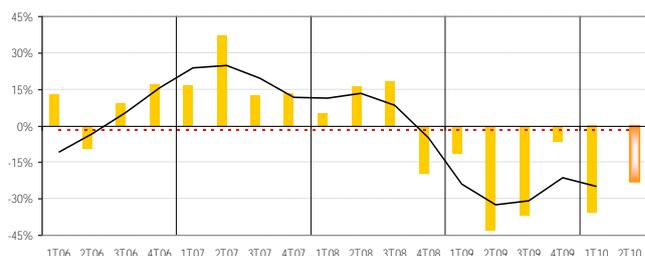
## TRESORERIE



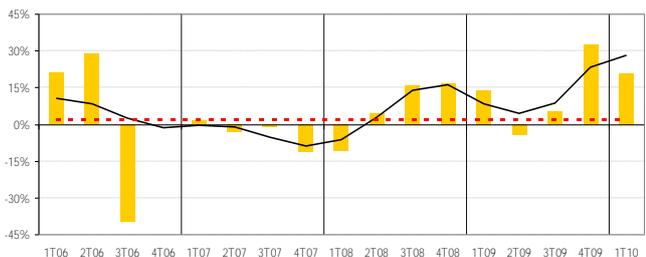
## EFFECTIFS



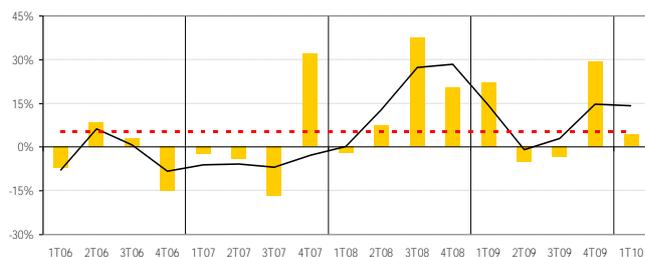
## PRIX DE VENTE



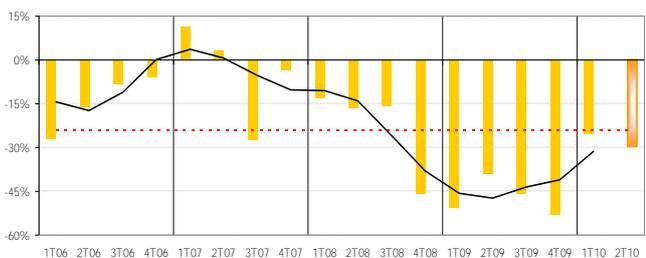
## STOCKS DE PRODUITS FINIS



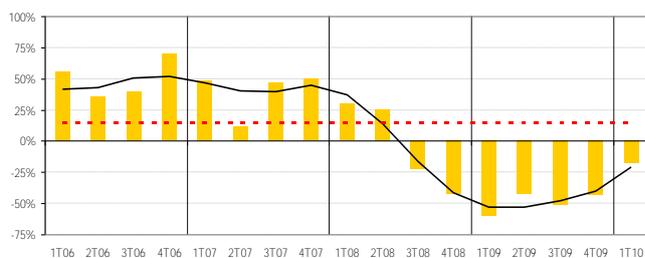
## STOCKS DE MATIERES PREMIERES



## DELAIS DE PAIEMENT



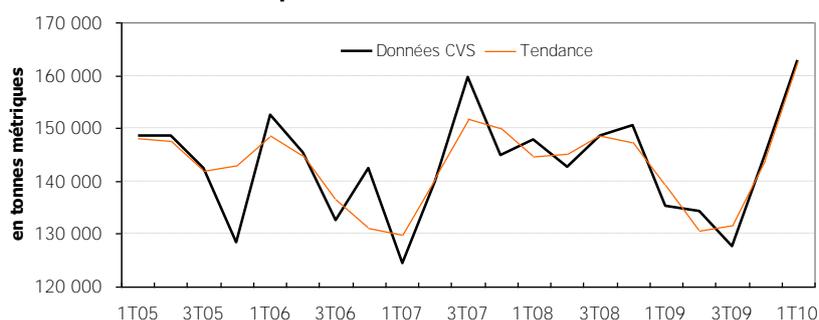
## PREVISIONS D'INVESTISSEMENT



■ Indicateur passé   ■ Indicateur prévu   — Tendence de l'indicateur   - - - Moyenne de longue période

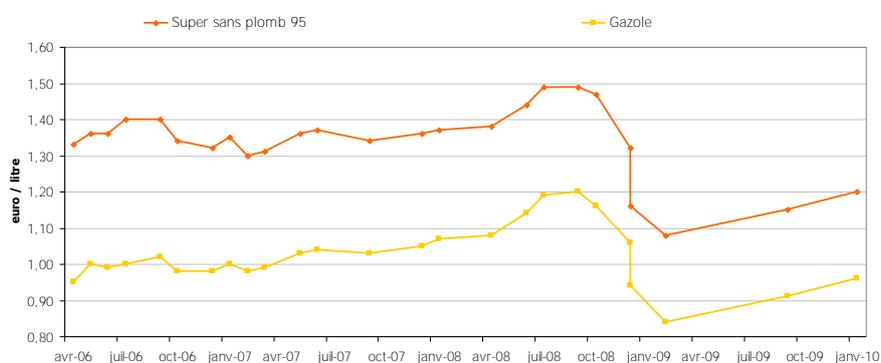
# L'énergie

## Produits pétroliers mis à la consommation



Source : Sara, données trimestrielles

## Evolution des prix des hydrocarbures à la pompe



Source : DRCCRF

## Dernières données chiffrées

en milliers de tonnes métriques	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	Cumul 2010	$\frac{1T10}{1T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Produits pétroliers mis à la consommation	152,1	122,6	143,4	130,1	128,5	134,3	149,6	155,8	155,8	19,7 %	19,7 %

Source : Sara - données trimestrielles

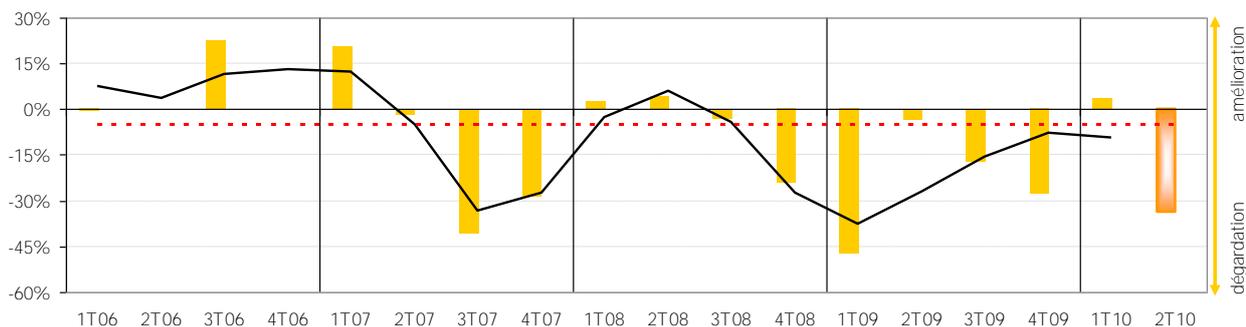
Prix à la pompe en euros	Sept. 2007	Sept. 2008	Oct. 2008	Déc. 2008	Déc. 2008	Fév. 2009	Sept. 2009	Janv. 2010	$\frac{janv.2010}{fév.2009}$
Essence sans plomb	1,34	1,49	1,47	1,32	1,16	1,08	1,15	1,20	11,1 %
Gazole route	1,03	1,20	1,16	1,06	0,94	0,84	0,91	0,96	14,3 %

Source : Direction Régionale de la Consommation, de la Concurrence et de la Répression des Fraudes

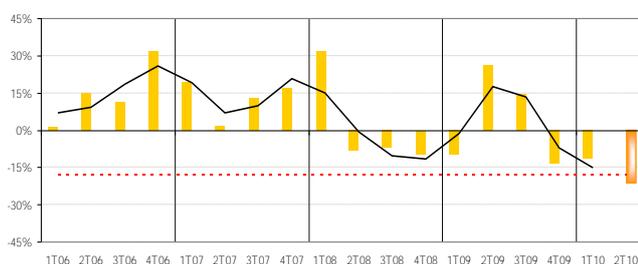
# SECTEUR DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 17 entreprises du secteur de la construction employant au total 872 salariés.

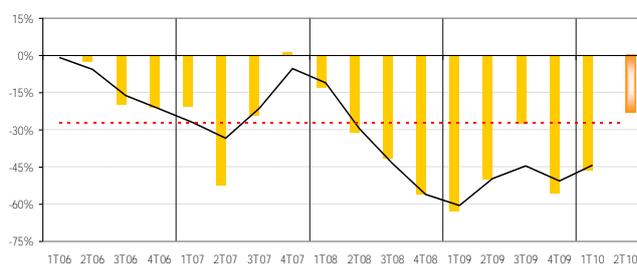
## ACTIVITE



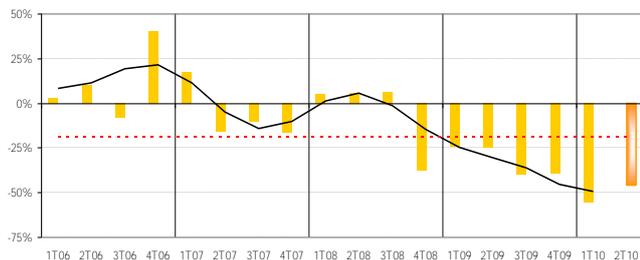
## CHARGES



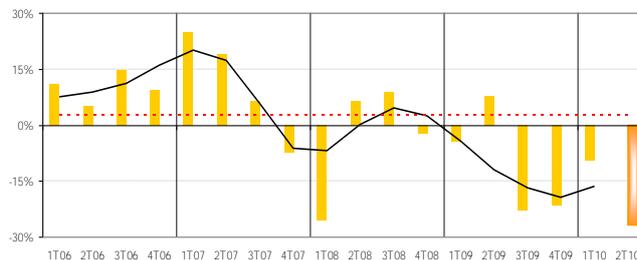
## TRESORERIE



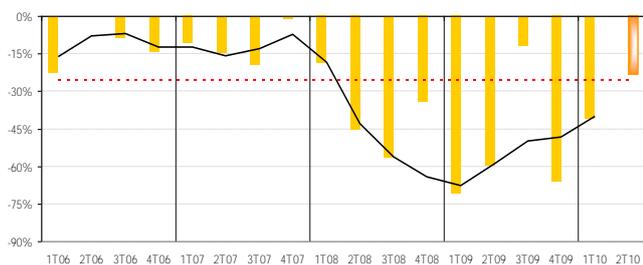
## PRIX DE VENTE



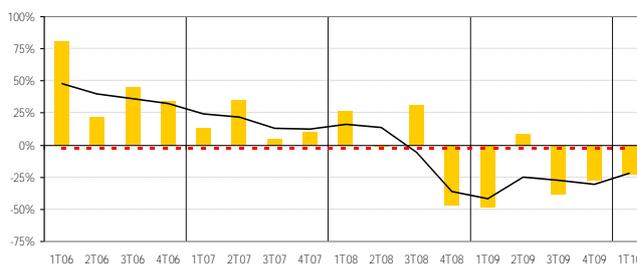
## EFFECTIFS



## DELAIS DE PAIEMENT

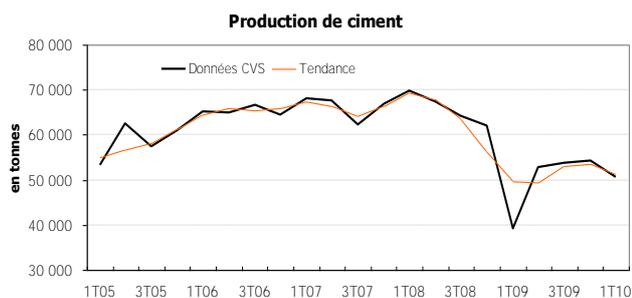


## PREVISIONS D'INVESTISSEMENT

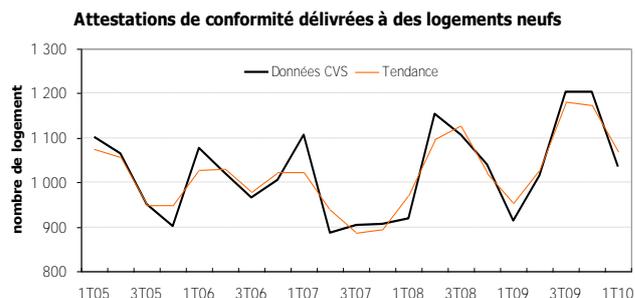


■ Indicateur passé    ■ Indicateur prévu    — Tendence de l'indicateur    - - Moyenne de longue période

## La production de ciment – les attestations de conformité



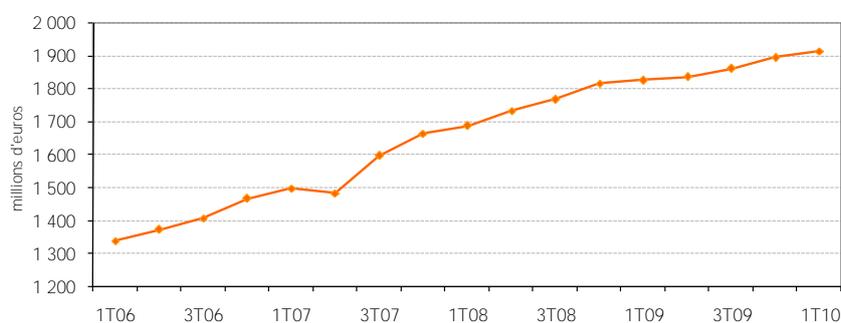
Source : Ciment Antillais, données trimestrielles



Source : Consuel, données trimestrielles

## Les encours de crédit à l'habitat des ménages

### Encours de crédits à l'habitat octroyés aux ménages



Source : Iedom, données trimestrielles

NB : établissements de crédit installés localement ou non

## Dernières données chiffrées

<b>Ciment</b> (milliers de tonnes)	<b>1T06</b>	<b>1T07</b>	<b>1T08</b>	<b>1T09</b>	<b>2T09</b>	<b>3T09</b>	<b>4T09</b>	<b>1T10</b>	<b>Cumul 2010</b>	$\frac{1T10}{1T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Production	64,0	66,5	67,9	37,9	54,5	55,0	53,3	48,7	48,7	28,3 %	28,3 %

Source : Ciments Antillais, données trimestrielles

<b>Attestations de conformité électrique</b>	<b>1T06</b>	<b>1T07</b>	<b>1T08</b>	<b>1T09</b>	<b>2T09</b>	<b>3T09</b>	<b>4T09</b>	<b>1T10</b>	<b>Cumul 2010</b>	$\frac{1T10}{1T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Nombre de logements neufs	1 008	999	759	703	1 204	1 102	1 377	764	764	8,7 %	8,7 %

Source : Consuel - données trimestrielles

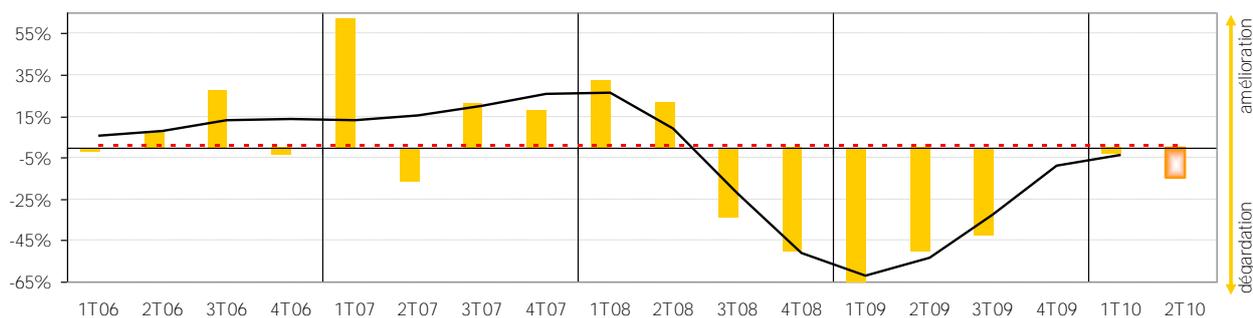
<b>Crédit à l'habitat en millions d'euros</b>	<b>1T06</b>	<b>1T07</b>	<b>1T08</b>	<b>1T09</b>	<b>2T09</b>	<b>3T09</b>	<b>4T09</b>	<b>1T10</b>	$\frac{1T10}{1T09}$
Encours octroyés aux ménages	1 336,9	1 495,9	1 685,6	1 824,4	1 833,6	1 860,0	1 893,8	1 912,7	4,8%

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

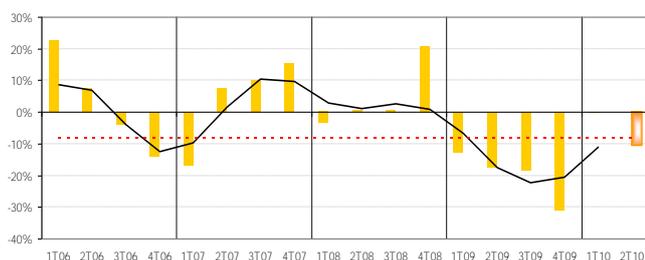
# SECTEUR DU COMMERCE

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 31 entreprises du secteur employant au total 1 995 salariés.

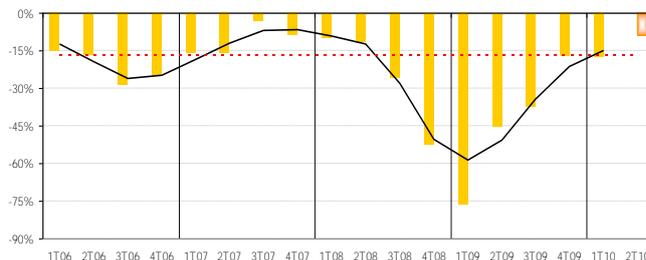
## ACTIVITE



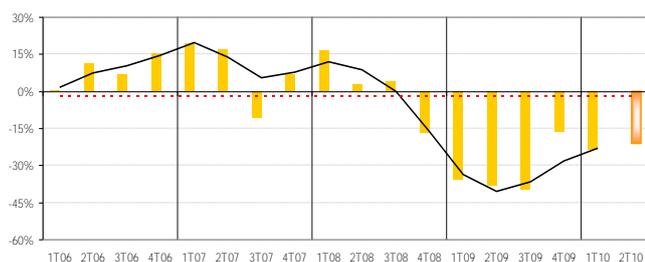
## CHARGES



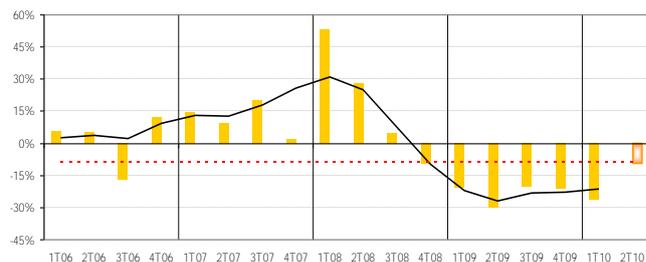
## TRESORERIE



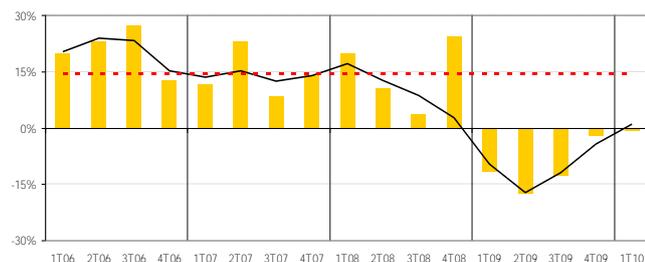
## EFFECTIFS



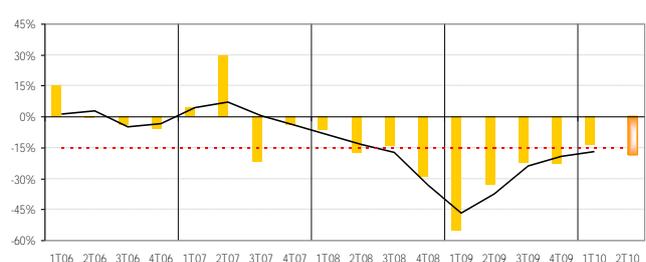
## PRIX DE VENTE



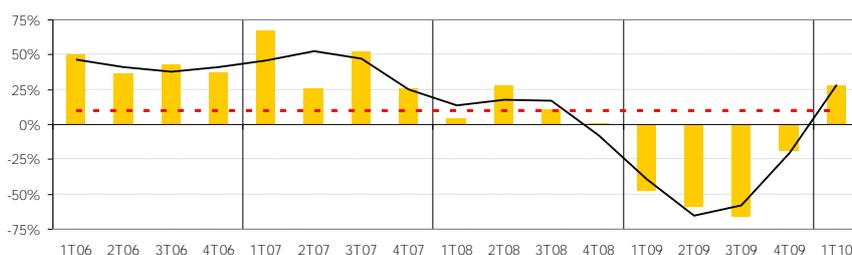
## STOCKS DE PRODUITS FINIS



## DELAIS DE PAIEMENT

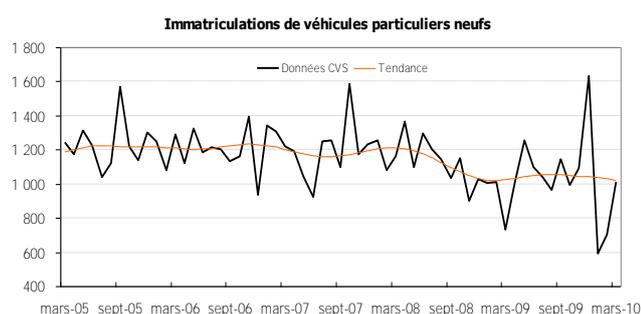


## PREVISIONS D'INVESTISSEMENT

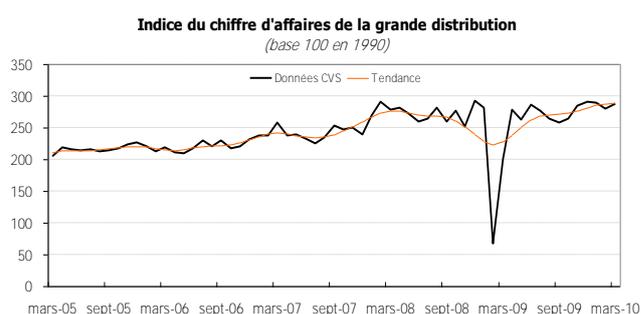


■ Indicateur passé    ■ Indicateur prévu    — Tendance de l'indicateur    - - - Moyenne de longue période

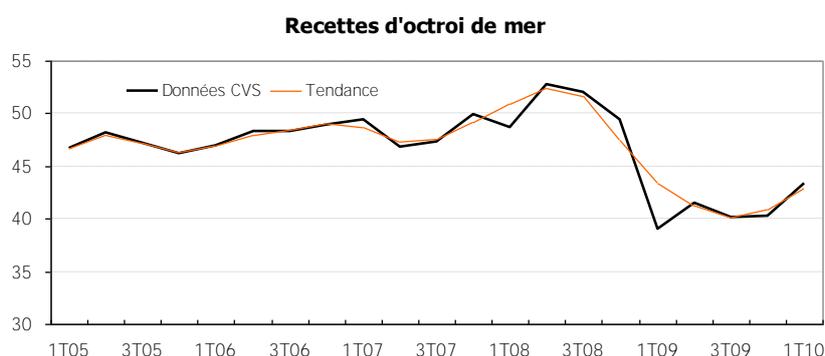
## Les immatriculations de véhicules particuliers neufs La grande distribution



Source : Aaa, données mensuelles



Source : DRCCRF, données mensuelles



Source : Iedom, données trimestrielles

## Dernières données chiffrées

Immatriculations	mars. 2006	mars. 2007	mars. 2008	mars. 2009	Déc. 2009	Janv. 2010	Fév. 2010	mars. 2010	Cumul 2010	$\frac{\text{mars.2010}}{\text{mars.2009}}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Véhicules particuliers neufs	1 341	1 263	1 179	733	2 329	860	624	1 005	2 489	37,1 %	-19,6 %

Source : AAA, données mensuelles

Grande distribution base 100 en 1990	mars. 2006	mars. 2007	mars. 2008	mars. 2009	Déc. 2009	Janv. 2010	Fév. 2010	mars. 2010	Cumul 2010 (en K€)	$\frac{\text{mars.2010}}{\text{mars.2009}}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Indice du chiffre d'affaires	214,6	248,6	262,6	186,7	382,8	276,1	241,5	263,5	117,9	41,2 %	52,3 %

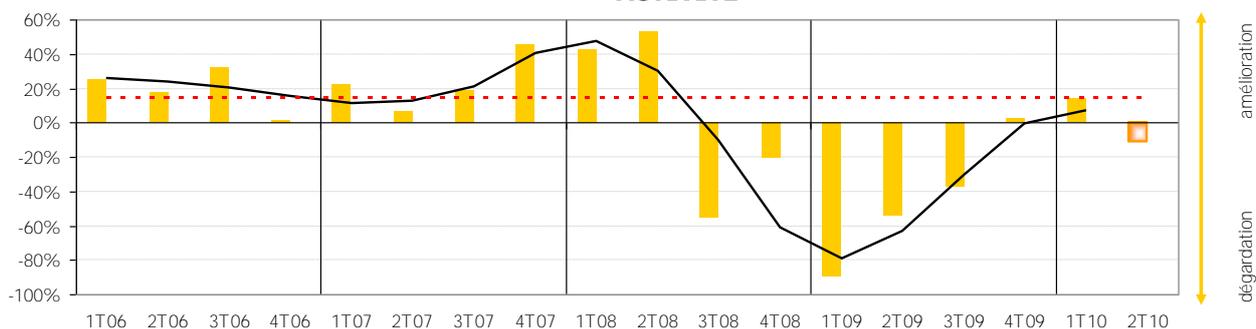
Source : DRCCRF, données mensuelles

Octroi de mer	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	Cumul 2010	$\frac{1T10}{1T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Recettes (en millions d'euros)	44,7	46,5	45,3	36,1	40,7	38,8	45,5	40,0	40,0	10,9 %	10,9 %

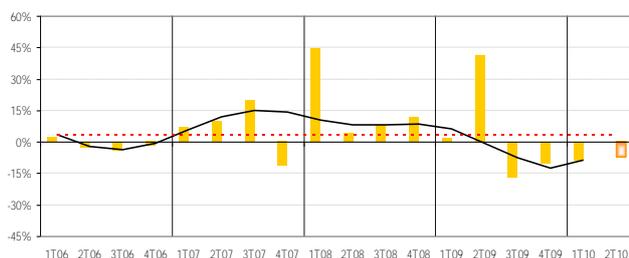
# SECTEUR DES SERVICES AUX ENTREPRISES

L'enquête porte sur un échantillon de 19 entreprises du secteur des services aux entreprises employant 1 609 salariés.

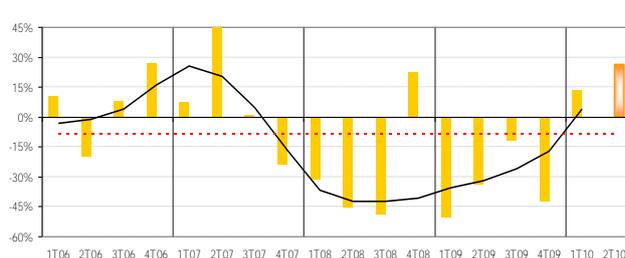
## ACTIVITE



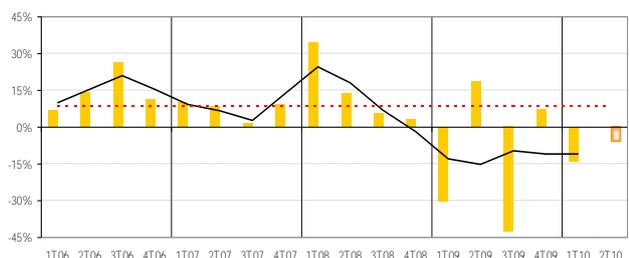
## CHARGES



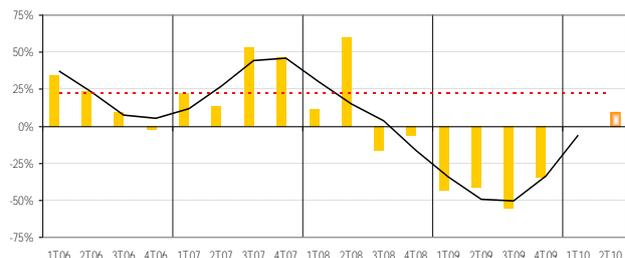
## TRESORERIE



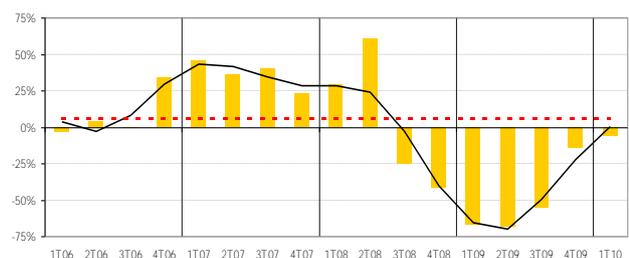
## PRIX DE VENTE



## EFFECTIFS



## CARNET DE COMMANDE



## DELAIS DE PAIEMENT



## PREVISIONS D'INVESTISSEMENT

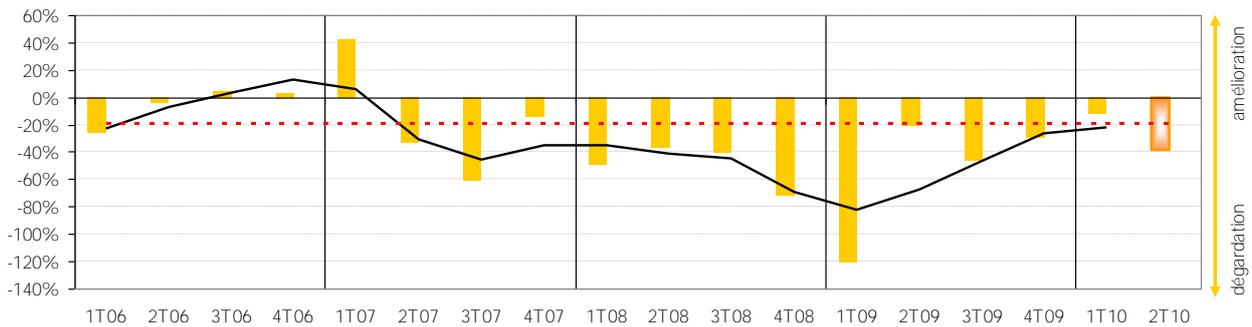


■ Indicateur passé    ■ Indicateur prévu    — Tendence de l'indicateur    - - - Moyenne de longue période

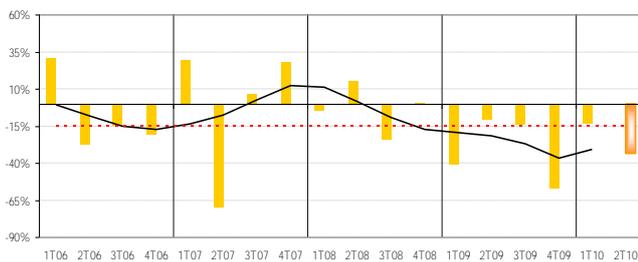
# SECTEUR DE L'HOTELLERIE ET DU TOURISME

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 11 entreprises du secteur employant au total 455 salariés.

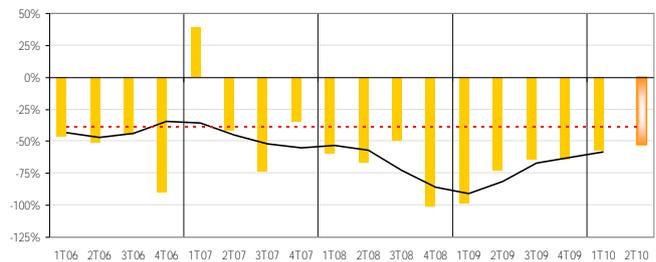
## ACTIVITE



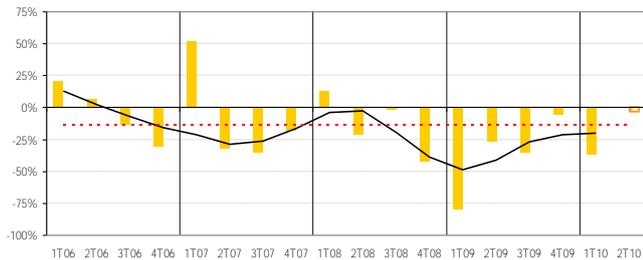
## CHARGES



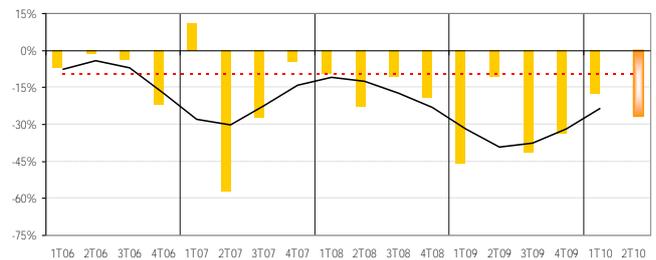
## TRESORERIE



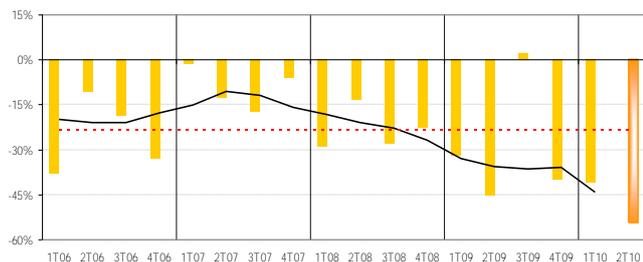
## PRIX DE VENTE



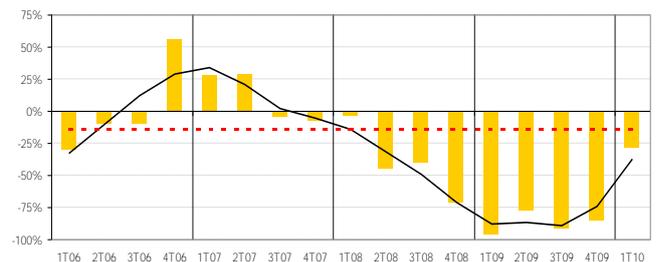
## EFFECTIFS



## DELAIS DE PAIEMENT

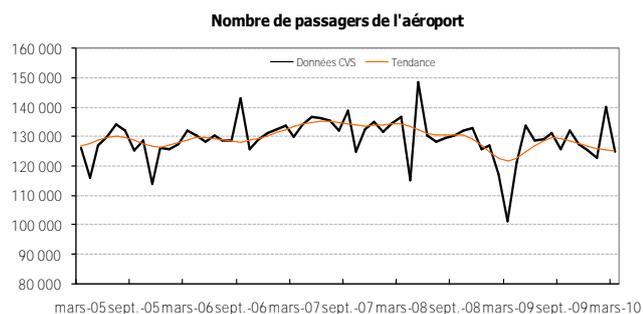


## PREVISIONS D'INVESTISSEMENT

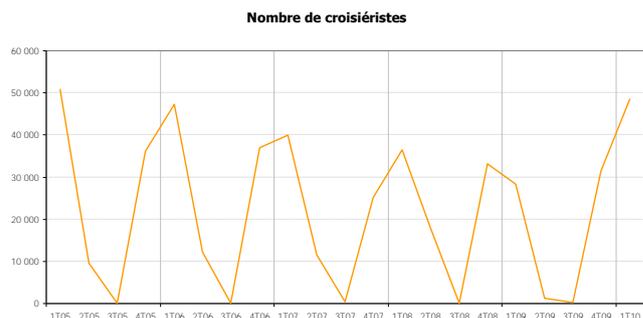


■ Indicateur passé   ■ Indicateur prévu   — Tendence de l'indicateur   - - Moyenne de longue période

## La fréquentation touristique



Source : CCIM, données mensuelles



Source : DD PAF Martinique, données trimestrielles

## Dernières données chiffrées

<b>Trafic aérien</b> (en milliers)	<b>mars. 2006</b>	<b>mars. 2007</b>	<b>mars. 2008</b>	<b>mars. 2009</b>	<b>Déc. 2009</b>	<b>Janv. 2010</b>	<b>Fév. 2010</b>	<b>mars. 2010</b>	<b>Cumul 2010</b>	$\frac{\text{mars.2010}}{\text{mars.2009}}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Nombre de passagers de l'aéroport	149,3	146,1	152,6	112,4	135,5	136,9	143,2	138,3	418,4	23,1 %	11,8 %

Source : CCIM, données mensuelles

<b>Trafic maritime</b> (en milliers)	<b>mars. 2006</b>	<b>mars. 2007</b>	<b>mars. 2008</b>	<b>mars. 2009</b>	<b>Déc. 2009</b>	<b>Janv. 2010</b>	<b>Fév. 2010</b>	<b>mars. 2010</b>	<b>Cumul 2010</b>	$\frac{\text{mars.2010}}{\text{mars.2009}}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Nombre de croisiéristes	16,8	15,3	15,5	1,9	16,3	18,8	15,6	14,3	48,6	ns	71,5 %

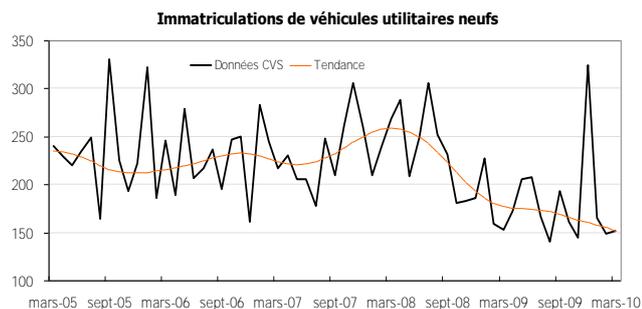
Source : DD PAF - données mensuelles

---

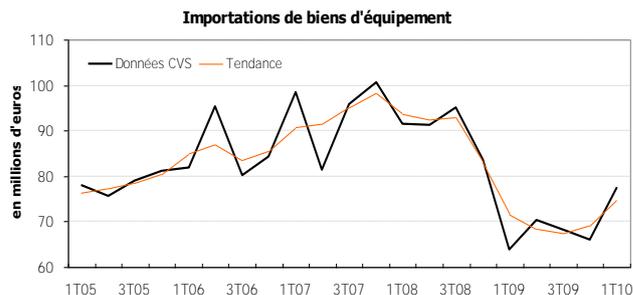
## ***Les entreprises***

---

## L'investissement des entreprises

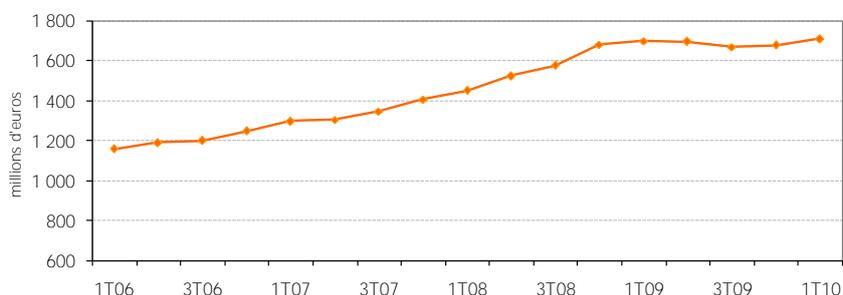


Source : AAA, données mensuelles



Source : Douanes, données trimestrielles

### Encours de crédits à l'investissement octroyés aux entreprises martiniquaises



Source : Iedom, données trimestrielles – Etablissements installés localement ou non

## Les conditions de financement offertes aux entreprises

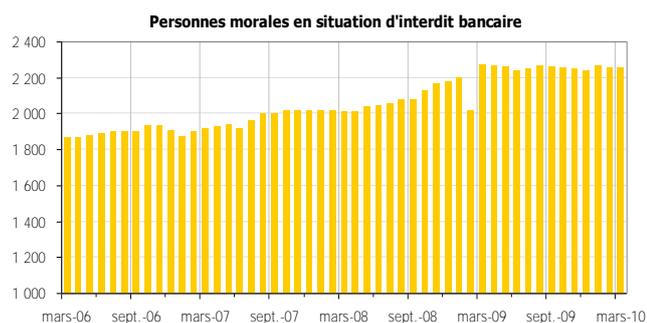
### Evolution des taux moyens pondérés des crédits aux entreprises



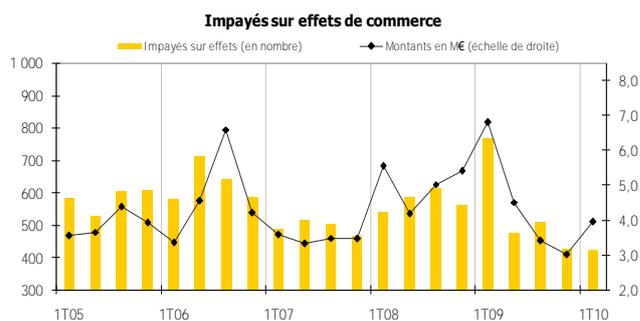
Source : Iedom, données semestrielles

\* A compter de mars 2006, l'encours des crédits octroyés par les établissements de crédits installés ou non localement comprend non seulement les données issues de la BAFI mais également celles déclarées par les établissements non installés localement au Service Central des Risques de la Banque de France. Par conséquent, une rupture de série apparaît entre les années 2005 et 2006 liée à l'amélioration du périmètre de recensement des concours hors zone.

## La vulnérabilité des entreprises



Source : Iedom, données mensuelles



Source : Iedom, données trimestrielles  
Etablissements installés localement

## Dernières données chiffrées

Immatriculations	mars. 2006	mars. 2007	mars. 2008	mars. 2009	Déc. 2009	Janv. 2010	Fév. 2010	mars. 2010	Cumul 2010	$\frac{\text{mars.2010}}{\text{mars.2009}}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Véhicules utilitaires neufs	302	261	308	169	298	168	110	165	443	-2,4 %	-14,6 %

Source : Aaa, - données mensuelles

Importations en millions d'euros	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	Cumul 2010	$\frac{1T10}{1T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Biens d'équipement	83,7	98,9	90,3	62,2	65,1	64,4	76,5	75,0	75,0	20,5 %	20,5 %

Source : Douanes - données trimestrielles

Crédits à l'investissement en millions d'euros	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	$\frac{1T10}{1T09}$
Encours de crédit octroyés aux entreprises	1 156,4	1 296,2	1 450,4	1 698,2	1 693,0	1 667,2	1 675,7	1 707,9	0,6%

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

### Coût du crédit aux entreprises

Taux moyens pondérés (en %)	Janvier 2006	Juillet 2006	Janvier 2007	Juillet 2007	Janvier 2008	Juillet 2008	Janvier 2009	Juillet 2009	Janvier 2010	Var. en pts de base sur 1 an
Crédits court terme	7,90	8,19	7,65	8,58	9,49	10,03	9,33	7,74	6,82	-251,0
Crédits moyen long termes	6,11	5,78	5,44	5,90	6,44	6,37	6,49	6,11	5,78	-71,0
Taux moyen pondéré global	6,94	6,85	6,48	7,23	7,91	8,11	8,08	6,83	6,22	-186,0

Source : Iedom, données semestrielles – établissements de crédit installés localement

<b>Interdiction bancaire</b>	<b>Mars. 2006</b>	<b>Mars. 2007</b>	<b>Mars. 2008</b>	<b>Mars. 2009</b>	<b>Déc. 2009</b>	<b>Janv. 2010</b>	<b>Fév. 2010</b>	<b>Mars. 2010</b>	$\frac{\text{mars.2010}}{\text{mars.2009}}$
Personnes morales	1 866	1 919	2 011	2 274	2 239	2 263	2 253	2 254	-0,9 %

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

<i>nombre</i>	<b>1T06</b>	<b>1T07</b>	<b>1T08</b>	<b>1T09</b>	<b>2T09</b>	<b>3T09</b>	<b>4T09</b>	<b>1T10</b>	$\frac{1T10}{1T09}$
<b>Impayés sur effets</b>	578	486	539	768	474	510	425	422	-45,1 %

Source : Banque de France - données en fin de trimestre – établissements de crédit installés localement

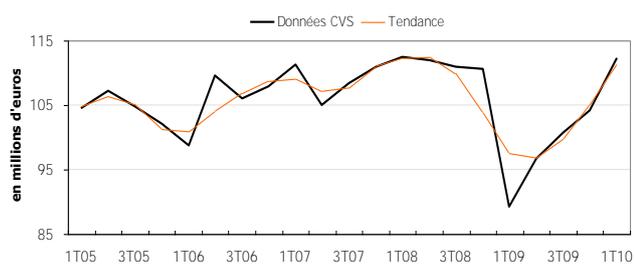
---

## *Les ménages*

---

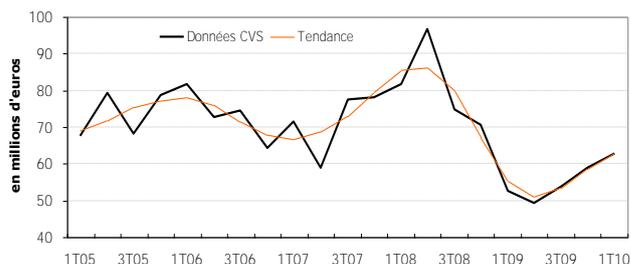
## La consommation des ménages

**Importations de biens de consommation**



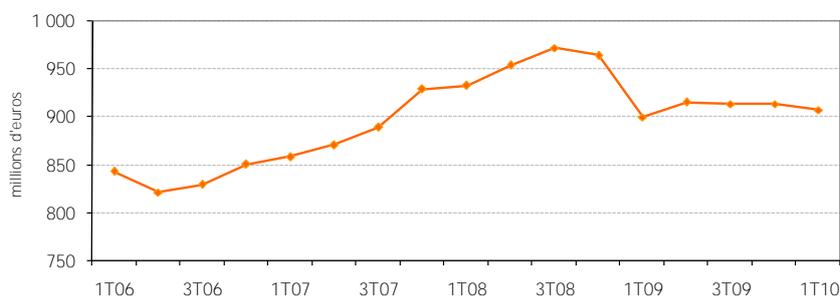
Source : Douanes, données trimestrielles

**Importations de produits de l'industrie automobile**



Source : Douanes, données trimestrielles

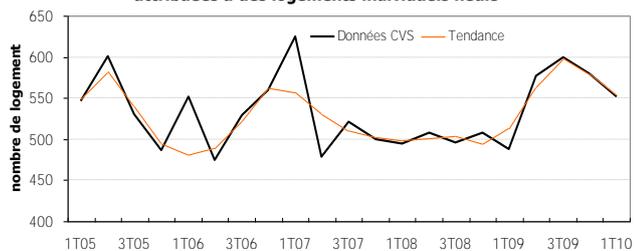
**Encours de crédits à la consommation octroyés aux ménages**



Source : Iedom, données trimestrielles  
Etablissements installés localement ou non

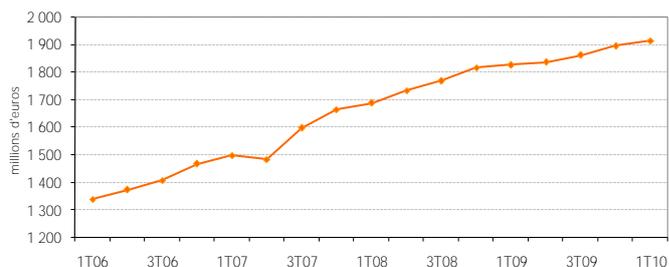
## L'investissement des ménages

**Attestations de conformité attribuées à des logements individuels neufs**



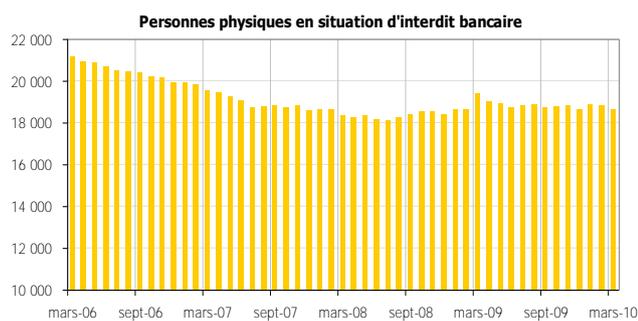
Source : Consuel, données trimestrielles

**Encours de crédits à l'habitat octroyés aux ménages**

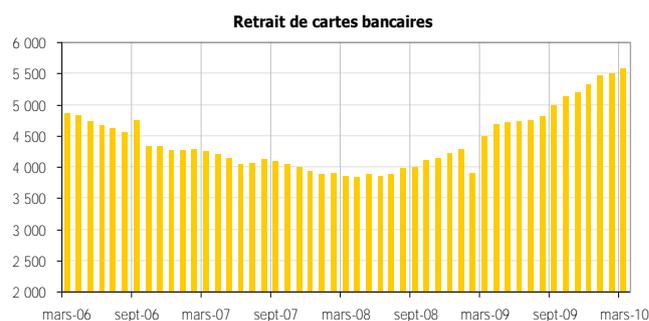


Source : Iedom, données trimestrielles  
Etablissements installés localement ou non

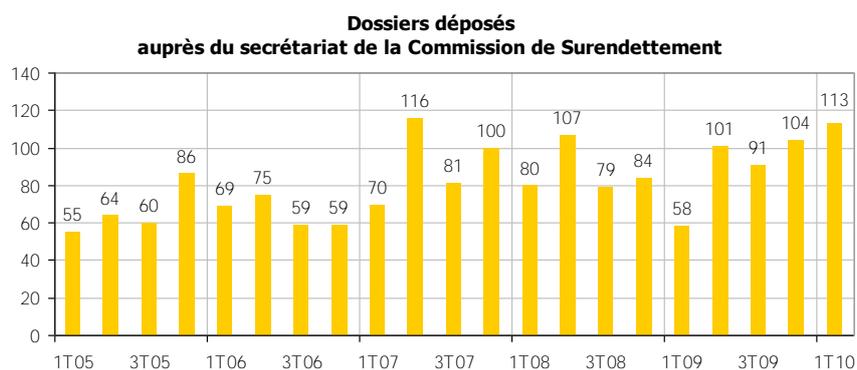
## La vulnérabilité des ménages



Source : Banque de France, données mensuelles



Source : Banque de France, données mensuelles



Source : Iedom, données trimestrielles

## Dernières données chiffrées

Importations en millions d'euros	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	Cumul 2010	$\frac{1T10}{1T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Biens de consommation	90,2	101,8	103,1	81,9	100,2	97,1	112,7	103,1	103,1	25,8 %	25,8 %
Produits de l'industrie automobile	76,5	65,8	74,6	47,1	42,2	53,6	73,9	55,6	55,6	18,0 %	18,0 %

Source : Douanes - données trimestrielles

Crédit à la consommation en millions d'euros	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	$\frac{1T10}{1T09}$
Encours de crédit octroyés aux ménages	842,4	857,7	931,6	899,1	914,5	912,6	917,6	906,4	0,8%

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

<b>Attestations de conformité électrique</b> <i>nombre</i>	<b>1T06</b>	<b>1T07</b>	<b>1T08</b>	<b>1T09</b>	<b>2T09</b>	<b>3T09</b>	<b>4T09</b>	<b>1T10</b>	<b>Cumul 2010</b>	$\frac{1T10}{1T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Logements individuels neufs	480	536	416	404	617	599	641	452	452	11,9 %	11,9 %

Source : Consuel - données trimestrielles

<b>Crédit à l'habitat</b> <i>en millions d'euros</i>	<b>1T06</b>	<b>1T07</b>	<b>1T08</b>	<b>1T09</b>	<b>2T09</b>	<b>3T09</b>	<b>4T09</b>	<b>1T10</b>	$\frac{1T10}{1T09}$
Encours octroyés aux ménages	1 336,9	1 495,9	1 685,6	1 824,4	1 833,6	1 860,0	1 893,8	1 912,7	4,8%

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

<b>Interdiction bancaire</b>	<b>Mars. 2006</b>	<b>Mars. 2007</b>	<b>Mars. 2008</b>	<b>Mars. 2009</b>	<b>Déc. 2009</b>	<b>Janv. 2010</b>	<b>Fév. 2010</b>	<b>Mars. 2010</b>	$\frac{\text{mars.2010}}{\text{mars.2009}}$
Personnes physiques	21 129	19 538	18 316	19 388	18 627	18 842	18 790	18 632	-3,9 %

Source : Banque de France, données mensuelles

<b>Cartes bancaires</b>	<b>Mars. 2006</b>	<b>Mars. 2007</b>	<b>Mars. 2008</b>	<b>Mars. 2009</b>	<b>Déc. 2009</b>	<b>Janv. 2010</b>	<b>Fév. 2010</b>	<b>Mars. 2010</b>	$\frac{\text{mars.2010}}{\text{mars.2009}}$
Retraits de cartes bancaires	4 852	4 238	3 838	4 476	5 320	5 454	5 486	5 573	+24,5 %

Source : Banque de France, données mensuelles

<b>Surendettement</b> <i>nombre</i>	<b>1T06</b>	<b>1T07</b>	<b>1T08</b>	<b>1T09</b>	<b>2T09</b>	<b>3T09</b>	<b>4T09</b>	<b>1T10</b>	<b>Cumul 2010</b>	$\frac{1T10}{1T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Dépôts de dossiers	69	70	80	58	101	91	104	113	113	94,8 %	94,8 %

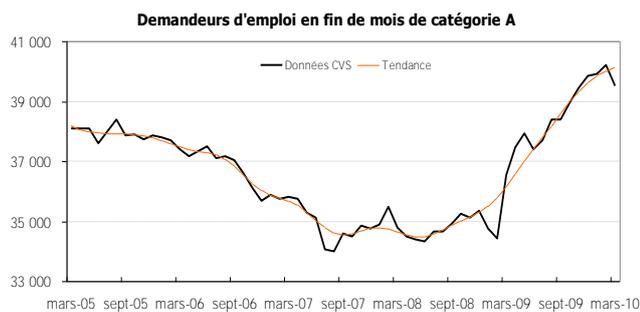
Source : Iedom, données trimestrielles

---

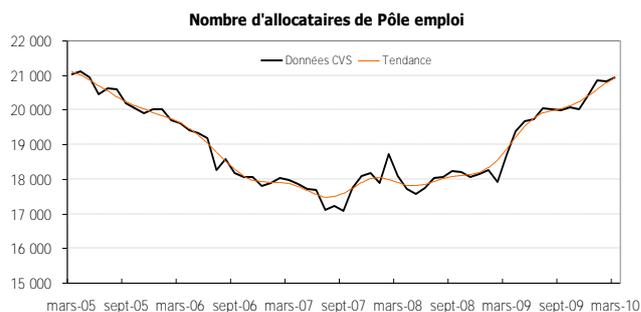
# *Sélection d'indicateurs macro-économiques*

---

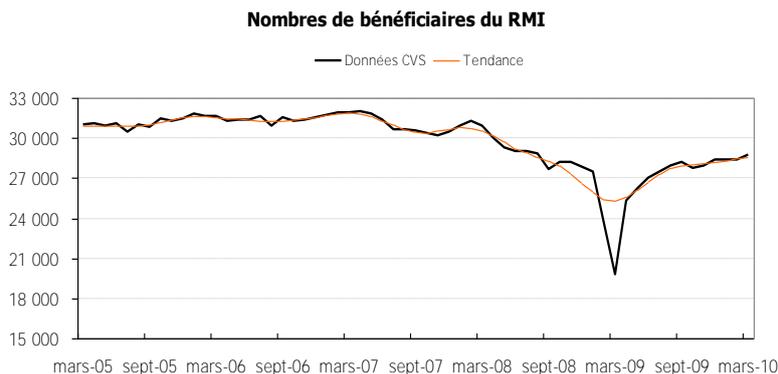
## Le marché de l'emploi



Source : DTEFP, données mensuelles

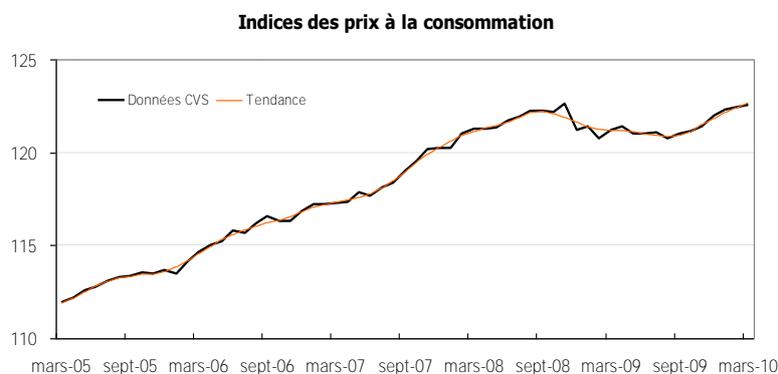


Source : Assedic, données mensuelles



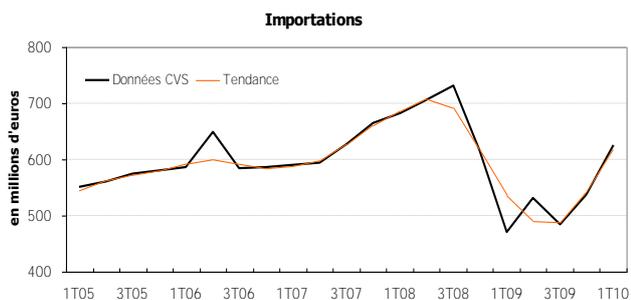
Source : Caf, données mensuelles

## L'inflation

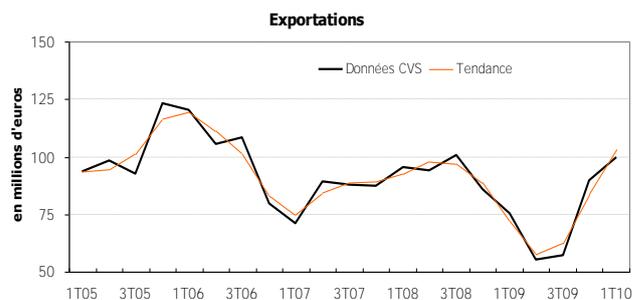


Source : Insee, données mensuelles, base 100 en 1998

## Le commerce extérieur



Source : Douanes, données trimestrielles



Source : Douanes, données trimestrielles

## Dernières données chiffrées

### Commerce extérieur

(en millions d'euros)	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	Cumul 2010	$\frac{1T10}{1T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Exportations	116,0	69,2	92,8	73,4	52,7	59,6	93,2	97,5	97,5	32,8 %	32,8 %
Importations	568,7	563,6	641,4	440,7	505,6	494,6	586,2	584,1	584,1	32,6 %	32,6 %
Taux de couverture	20,4 %	12,3 %	14,5 %	16,7 %	10,4 %	12,1 %	15,9 %	16,7 %	16,7%	0 pt	0 pt

Source : Douanes - données trimestrielles

Demandeurs d'emploi	Mars. 2006	Mars. 2007	Mars. 2008	Mars. 2009	Déc. 2009	Janv. 2010	Fév. 2010	Mars. 2010	$\frac{\text{mars.2010}}{\text{mars.2009}}$
Nombre de DEFM A	36 987	35 517	34 575	36 326	39 531	39 744	39 994	39 314	8,2 %

Source : DTEFP - données mensuelles

Pôle emploi	Mars. 2006	Mars. 2007	Mars. 2008	Mars. 2009	Déc. 2009	Janv. 2010	Fév. 2010	Mars. 2010	$\frac{\text{mars.2010}}{\text{mars.2009}}$
Nombre d'allocataires	19 486	17 884	18 053	18 678	20 656	21 117	20 915	20 934	12,1 %

Source : Pôle emploi - données mensuelles

RMI	Mars. 2006	Mars. 2007	Mars. 2008	Mars. 2009	Déc. 2009	Janv. 2010	Fév. 2010	Mars. 2010	$\frac{\text{mars.2010}}{\text{mars.2009}}$
Nombre d'allocataires	31 432	31 590	30 515	19 504	28 630	28 281	28 060	28 262	44,9 %

Source : Caf - données mensuelles

Prix (base 100 : 1998)	Mars. 2006	Mars. 2007	Mars. 2008	Mars. 2009	Déc. 2009	Janv. 2010	Fév. 2010	Mars. 2010	$\frac{\text{mars.2010}}{\text{mars.2009}}$
Indice des prix à la consommation	114,7	117,4	121,4	121,3	122,0	122,6	122,3	122,7	1,1 %

Source : Insee - données mensuelles

## Liste des publications

Lette mensuelle	Gratuit sur Internet
Bulletin trimestriel : Suivi de la conjoncture financière	Gratuit sur Internet
Suivi de la conjoncture économique	Gratuit sur Internet
Rapport d'activité Iedom	Gratuit sur Internet
Rapport annuel: Martinique, Guadeloupe, Guyane Réunion, Mayotte ou Saint-Pierre et Miquelon – le fascicule	Gratuit sur Internet
Collection complète (6 fascicules + rapport d'activité Iedom)	65 euros TTC

## Les notes de l'Institut

<b>Evolution statutaire et institutionnelles de l'outre-mer</b> (septembre 2007)	
La formation du PNB dans les DOM en 2006 (octobre 2006)	
Quel impact de la politique monétaire sur le coût du crédit aux entreprises OM ? (octobre 2007)	
<b>Panorama de l'activité bancaire dans les DOM</b> (décembre 2007)	
Le secteur des transports dans les DCOM (décembre 2007)	
Compétitivité des ports ultramarins dans les DCOM (décembre 2007)	
La gestion des déchets ménagers dans les DCOM (septembre 2008)	
La filière des déchets à la Guadeloupe (octobre 2008)	
<b>Panorama de l'activité bancaire dans les DOM</b> (décembre 2008)	
<b>Le développement économique de Singapour et de l'île Maurice</b> (juillet 2009)	
Les effets économiques de la crise sociale aux Antilles au premier trimestre 2009 (décembre 2009)	
<b>Panorama de l'activité bancaire des les DOM en 2008</b> (décembre 2009)	
<b>L'habitat</b> dans les outre-mer français (février 2010)	
<b>Un nouvel indicateur pour aider au diagnostic conjoncturel dans l'outre-mer</b> (mars 2010)	

Publications disponibles en ligne sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

## Les notes expresses (dernières parutions)

N°53	Synthèse de la conjoncture en 2008 à Mayotte (avril 2009)	
N°54	Synthèse de la conjoncture en 2008 à la Réunion (avril 2009)	
N°55	Synthèse de la conjoncture en 2008 en Guyane (avril 2009)	
N°56	Synthèse de la conjoncture en 2008 à la Guadeloupe (avril 2009)	
N°57	Synthèse de la conjoncture en 2008 à Saint-Pierre-et-Miquelon (avril 2009)	
N°59	Synthèse de la conjoncture en 2008 à la Martinique (avril 2009)	
N°60	<b>Les crédits à l'économie guadeloupéenne: caractéristiques, évolution et gestion du risque</b> (avril 2009)	
N°61	Réduction de la commande publique à la Réunion en 2009 (juin 2009)	
N°62	<b>L'habitat à Saint-Pierre-et-Miquelon</b> (novembre 2009)	
N°63	<b>L'habitat à la Réunion</b> (novembre 2009)	
N°64	Les effets économiques de la crise sociale aux Antilles de début 2009 (décembre 2009)	
N°65	<b>Les caractéristiques de l'habitat en Guyane</b> (janvier 2010)	
N°66	<b>L'habitat à Mayotte</b> (février 2010)	
N°67	<b>L'année 2009 à la Martinique</b> (mars 2010)	
N°68	<b>L'économie de Saint-Martin</b> : à la recherche de ses avantages comparatifs (mars 2010)	
N°69	Saint-Barthélemy : une économie fondée sur le tourisme haut gamme (mars 2010)	
N°70	<b>Premier bilan économique de l'année 2009 en Guyane</b> (mars 2010)	
N°71	<b>L'année 2009 à Saint-Pierre-et-Miquelon</b> : une inflexion qui résulte de facteurs internes (mars 2010)	
N°72	<b>Synthèse de l'année 2009 en Guadeloupe</b> (mars 2010)	
N°73	<b>Synthèse de l'année 2009 à la Réunion</b> (mars 2010)	
N°74	La conjoncture à Mayotte en 2009 : <b>ralentissement de l'activité</b> (mars 2010)	
N°75	<b>L'habitat</b> dans les outre-mer français (mars 2010)	
N°76	<b>L'Habitat à la Martinique, un marché sous contraintes</b> (mai 2010)	

Publications disponibles en ligne sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

## Notes en partenariat Iedom, Insee, AFD

- Guadeloupe : <b>une économie en déficit... d'image</b> (mars 2004)	
- Réunion : <b>Une double transition presque réussie</b> (octobre 2004)	
- <b>L'économie martiniquaise au passage de 2000</b> : une trajectoire vertueuse ? (juin 2005)	
- <b>Emergence de nouveaux moteurs de croissance – le rattrapage économique réunionnais expliqué 1993-2002</b> (novembre 2005)	
- <b>Les entreprises de Martinique</b> (septembre 2007)	
- <b>Cycle de vie du tourisme en Guadeloupe</b> (octobre 2007)	
- <b>Guyane : un développement sous contraintes</b> (juin 2008)	
- <b>Guyane-Suriname, une meilleure connaissance mutuelle pour une coopération renforcée</b> (décembre 2008)	

Gratuit sur internet

## Profils d'entreprises dans les DOM

<b>Etudes comparatives (principaux ratios financiers des DOM et de l'hexagone à partir de la centrale des bilans) :</b>	
• Situation des entreprises des sous-secteurs de l'industrie (décembre 2006)	
(agroalimentaire, biens de consommation courante, biens d'équipement et biens intermédiaires).	
• Situation des entreprises des sous-secteurs du bâtiment et des travaux publics et du commerce	
• (automobile, de gros et de détail) (décembre 2006)	

Publications disponibles en ligne sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

**Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser au service des Etudes de l'Iedom  
au 05 96 59 44 12**

1, bd du Général de Gaulle – BP 512 – 97206 Fort-de-France Cedex  
[etudes@iedom-martinique.fr](mailto:etudes@iedom-martinique.fr)

## L'Institut d'émission des départements d'Outre-Mer assure :

- ☞ des missions de banque centrale conformément à l'ordonnance n°2000-347 du 19 avril 2000, modifiant l'ordonnance n°59-74 du 7 janvier 1959. En agissant « au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France » en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion, ainsi qu'à Mayotte et Saint Pierre et Miquelon, l'Iedom met en œuvre les missions du Système européen de banques centrales dans sa zone d'intervention :
  - mise en circulation et gestion des billets de banque,
  - relais des autorités bancaires européennes et nationales,
  - tenues des comptes des établissements de crédit et de La Poste,
  - mobilisation des créances privées non négociables,
  - information sur les entreprises.
- ☞ des missions d'intérêt général directement confiées par l'Etat :
  - mise en circulation pour le compte du Trésor public des pièces métalliques,
  - gestion des comptes du Trésor public,
  - surendettement et information du public
  - un rôle d'observatoire économique
- ☞ des services rendus à la communauté bancaire ou pour le compte de tiers :
  - gestion d'informations sur les entreprises et cotation de celles-ci,
  - centralisation et restitution des créances douteuses, des arriérés de cotisation de Sécurité Sociale, des parts de marché et des résultats de l'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux entreprises,
  - gestion des systèmes d'échange de moyens de paiement.

Par sa connaissance de la situation économique et financière des DOM, l'Iedom joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant des enquêtes et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant une lettre mensuelle, un bulletin trimestriel de conjoncture ainsi que des notes expresses. L'Iedom réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque département. Le site Internet de l'Iedom restitue une partie de ces informations ([www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)).

L'Institut d'émission apporte dans les DOM ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation des entreprises, centrale des bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, droit d'accès aux fichiers des impayés, mise à disposition des textes réglementaires de la Banque Centrale Européenne et de la Banque de France. Il assure également dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'intervention et la France hexagonale.

## INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Etablissement public - Dotation 33 540 000 euros - site : [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Direction en Martinique : 1, boulevard du général de Gaulle ☒ BP n° 512 - 97206 FORT-DE-FRANCE Cedex

Mél : [agence@iedom-martinique.fr](mailto:agence@iedom-martinique.fr) ☎ (0596) 59.44.00 **Fax** : (0596) 59.44.04

Directeur de la publication : Y. BARROUX  
Responsable de la rédaction : P. LA COGNATA

Editeur : Iedom

Imprimeur : Iedom

Achévé d'imprimer le 2 juin 2010

Dépôt légal : juin 2010

N° ISSN 0296 – 3116